

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1870 - 4 juin 2004 - prix : 1 €

Le 13 juin

Votez

LO-LCR



Sécurité sociale

**Aux patrons
de payer**

p 16

EDF-GDF

**Halte à la
privatisation !**

p 13

Le 5 juin

**Manifestons
contre la
guerre en Irak !**

p 2

**La fête de
Lutte Ouvrière
en images**



Sommaire

Europe

- p4 ■ Les emplois partent-ils vers les pays pauvres ?
 ■ Elargissement de l'Europe et délocalisations
- p5 ■ Une représentation des électeurs encore réduite, un temps de parole très mesuré

Leur société

- p6 ■ Baratin gouvernemental à propos du texte sur le handicap
- p11 ■ Lundi de Pentecôte : voleurs et menteurs
 ■ 6 Juin 1944, "On croit mourir pour la patrie..."
 ■ Maurice Audin : assassiné par l'armée française, couverte par les ministres SFIO
- p16 ■ Sécurité sociale : riposter aux attaques !
 ■ Chômage en hausse, profits en hausse : la logique capitaliste

Tribune

- p6 ■ Manifester, voter et frapper en utilisant notre vraie force

La fête de Lutte Ouvrière

p7-8-9-10

- Extraits des allocutions d'Arlette Laguiller du samedi 29 mai, du dimanche 30 mai et du lundi 31 mai
- La Fête en images

Dans le monde

- p12 ■ Haïti : inondations, pauvreté et troupes d'occupation
 ■ Liban : de la mitraille pour les manifestants
 ■ Amérique latine : l'Europe avance ses pions

Dans les entreprises

- p13 ■ EDF-GDF : la démobilitation des fédérations syndicales
 ■ Les mensonges des directions d'EDF et de GDF
 ■ Fonderies du Poitou Ingrandes (Vienne) : la grève fait reculer les patrons
- p14 ■ Peugeot-Citroën Aulnay (Seine-Saint-Denis) : la grève au nettoyage
 ■ Aventis-Sanofi Romainville (Seine-Saint-Denis) : salariés licenciés
 ■ Délifrance-Béthune (Pas-de-Calais) : un pain dans la figure de la direction
- p15 ■ Alstom, plan de sauvetage pour les actionnaires
 ■ EADS (ex-Aérospatiale)-Les Mureaux (Yvelines), 130 licenciements
 ■ Arc International-Arques (Pas-de-Calais) : profits patronaux, pertes salariales

• L'édition

Des mains d'un marchand de canons à celles d'un maître de forges

Après bien des rebondissements, c'est finalement au patron des patrons, le baron Seillière, que Lagardère vend 60 % d'Éditis. Éditis regroupe des maisons telles que Robert Laffont, La Découverte, Plon, 10/18 ou Pocket, etc., mais aussi des éditeurs de livres scolaires (Nathan, Bordas), le dictionnaire Le Robert, ainsi qu'une plateforme de distribution aux libraires, Interforum.

L'ex-pôle d'éditions de Vivendi Universal avait été racheté il y a deux ans par le groupe Hachette de Lagardère, avec l'appui du gouvernement. Mais la Commission de Bruxelles ayant estimé que laisser aux mains d'un seul groupe la majeure partie de l'édition fran-

çaise était contraire à la bonne « morale » du monde des affaires, elle avait imposé à Lagardère de revendre une partie d'Éditis.

Ainsi, les deux gros de l'édition française sont maintenant le marchand de canons Lagardère suivi par la famille De Wendel, ce qui inquiète d'autres éditeurs qui

craignent que cela se fasse au détriment de la « qualité de l'édition ». Le risque existe en effet, pas tant parce que les dirigeants imposeront des titres ou des auteurs mais surtout parce que le livre, qui reste un instrument de culture indispensable, n'échappe pas à la logique du marché capitaliste : si Wendel Investissement a racheté une partie d'Éditis, c'est bien dans le but de faire de l'argent. Dans ce domaine, par exemple, l'édition scolaire est une valeur sûre, avec le renouvellement des programmes qui

nécessite l'achat de nouveaux manuels et une vente d'autant plus assurée que la concurrence existe de moins en moins, même si les noms des éditeurs diffèrent.

Il reste certes des éditeurs qui tentent, souvent avec maintes difficultés, de diffuser des ouvrages de qualité. Mais beaucoup d'autres privilégient avant tout ce qui se vend le mieux, ce qui réduit d'autant plus le choix qu'ils contrôlent des réseaux de distribution, comme c'est le cas de Hachette ou d'Éditis.

Il y a château et château Renaissance et méconnaissance

Nous avons eu l'heureuse surprise, lors du journal de 20 heures de dimanche soir 30 mai présenté par Françoise Laborde sur France 2, d'entendre un commentaire en « voix off » parlant du château de Bellevue à Presles, dans le parc duquel s'est déroulée la fête de Lutte Ouvrière, comme d'un « château Renaissance ». Le village de Presles va certainement être flatté de cette présence inattendue.

Nous avons recherché l'origine de cette promotion et nous avons trouvé dans *Le Parisien* du dimanche matin un article de Nathalie Segauines où il est aussi question de « l'ombre d'arbres centenaires dans le parc du château Renaissance » appartenant à Lutte Ouvrière.

Tous les enseignants savent reconnaître qui peut avoir copié

sur qui en trouvant une même ânerie dans plusieurs copies car la véritable origine se trouve peut-être dans une dépêche AFP du samedi 29 qui décrit le lieu de notre fête comme un parc boisé où « trône un château Renaissance ».

Quelle basse flatterie pour cette prétentieuse bâtisse bourgeoise, sans doute construite dans la deuxième moitié du 19^e siècle, voire au début du 20^e, c'est-à-dire à trois ou quatre siècles de la Renaissance.

Comme quoi les journalistes dits d'information ne vérifient guère leurs sources et nous ne pouvons faire mieux, pour leur rendre service, que leur conseiller d'aller visiter le Musée National de la Renaissance installé dans le château d'Ecouen, construit entre 1538 et 1555 par le Connétable Anne

de Montmorency, à une vingtaine de kilomètres au nord de Paris.

Il est à parier qu'au fil du temps, de copie en recopie et de confusion en confusion, le châ-

teau de Bellevue prenne de plus en plus de valeur... dans la presse. Malheureusement pour nous, cela ne ferait pas monter d'un centime les offres d'acheteurs éventuels.

À bas la guerre en Irak !

Le samedi 5 juin, George Bush, qui a décidé la sale guerre qui sème la mort et la misère en Irak, sera en France. Une occasion de dire ce qu'on pense à ce criminel de guerre.

Lutte Ouvrière appelle à manifester contre l'occupation anglo-américaine en Irak

Samedi 5 juin à 17 h 00 à Paris Place de la Bastille

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE**

Téléphone : 01 48 43 65 58 - Télécopie : 01 48 43 69 94

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET
<http://www.lutte-ouvriere.org> - E-mail : journal@lutte-ouvriere.org
 Union Communiste Internationaliste : <http://www.union-communiste.org>

E-mail : contact@union-communiste.org

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron
6, rue Florian - 93500 PANTIN

Lutte Ouvrière (Ile-de-France) - c/o Editions d'Avron
153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 PANTIN

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 150 euros consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE (1 an soit 10 N°)
	1 an	6 mois	
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, par avion	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

Envois sous pli fermé : tarif sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
 PRÉNOM :
 ADRESSE :
 CODE POSTAL et VILLE :
 COMPLÉMENT D'ADRESSE
 Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de :
 Règlement :
 par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,
 par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Lutte Ouvrière est édité par la société Editions d'Avron - 153-155, avenue Jean-Lolive à Pantin (93500) et 6, rue Florian à Pantin (93500) - Téléphone : 01 48 43 65 58 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 15 000 exemplaires. Impression : Rotos de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc, 93150 Le-Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 64995.

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 31 mai 2004



Le 13 juin, Votez LO-LCR !

Ce que cherchent les grands partis dans les élections européennes qui viennent, c'est moins à défendre leur idée de l'Europe qu'à obtenir un quitus pour leur politique intérieure passée ou une caution pour leur politique à venir.

Si les listes de la droite gouvernementale enregistrent un résultat un peu meilleur qu'aux élections régionales Chirac et le gouvernement Raffarin présenteront cela comme un succès et comme l'acceptation de leur politique antiouvrière.

Si le Parti Socialiste enregistre un résultat comparable à son score des régionales, il affirmera que l'électorat populaire souhaite son retour au pouvoir. Et cela lui servira d'argument pour dire à tous ceux qui aspirent à un changement qu'il suffit d'attendre pour que, dans trois ans, les élections législatives et présidentielle apportent une nouvelle majorité, et un président de gauche.

Et pendant que les dirigeants de ces partis continueront, les uns à gouverner au profit du grand patronat, et les autres à préparer l'alternance avec l'intention de continuer la même politique avec une autre équipe gouvernementale, le patronat continuera à s'attaquer à la classe ouvrière, à multiplier les licenciements collectifs, les suppressions d'emplois, à généraliser la flexibilité, à écraser le pouvoir d'achat des salariés.

Le gouvernement actuel est un des plus réactionnaires, un des plus antiouvriers qu'on ait connus depuis longtemps. Il exécute servilement les ordres du grand patronat. Toutes ses prétendues « réformes », de celle de la retraite à celle de la Sécurité sociale qui se prépare, sont autant d'agressions contre les conditions d'existence des travailleurs.

Il n'est pas possible de tolérer sans réagir que le chômage frappe directement des millions de familles ouvrières et que sa menace pèse sur tout le monde du travail.

Ni que le chantage à l'emploi permette aux patrons d'imposer la précarité, les horaires de travail à leur gré, les cadences de plus en plus usantes sur les chaînes de production.

Ni qu'il ne soit pas laissé d'autre avenir à la jeunesse ouvrière que le chômage ou les petits boulots.

Ni que le pouvoir d'achat des classes laborieuses

continue de baisser, alors que les profits des entreprises et la fortune des plus riches continuent d'augmenter.

Ni que la pauvreté ne cesse de s'aggraver dans un des pays les plus riches de la planète.

Tout cela ne cessera que lorsque les travailleurs y mettront un coup d'arrêt. Il n'y a pas d'autre moyen de bloquer l'offensive des patrons, de stopper les mesures antiouvrières du gouvernement qu'une action collective du monde du travail.

Aucune élection ne pourra à elle seule régler ces problèmes. Mais nous pouvons utiliser le scrutin du 13 juin comme une manifestation de notre refus de la politique antiouvrière menée par tous les gouvernements qui se sont succédé, sous la présidence de Mitterrand comme sous celle de Chirac.

Aux élections régionales, plus d'un million d'électeurs, en votant pour les listes Lutte Ouvrière - Ligue Communiste Révolutionnaire, ont refusé d'entrer dans ce jeu, où seuls les ministres changent, mais pas la politique menée, si ce n'est dans le sens de l'aggravation. Eh bien, il faudra que cette fois-ci ceux qui expriment ce refus soient plus nombreux. Il faudra que les trois millions d'électeurs qui, à la présidentielle, avaient choisi, en votant pour l'extrême gauche, de s'opposer à la droite sans cautionner la gauche gouvernementale, renouvellent leur geste et que d'autres les rejoignent.

Voter pour les listes LO-LCR, ce sera se compter parmi ceux qui sont opposés à la dictature des grands groupes financiers, qui sont pour empêcher les licenciements collectifs, qui n'acceptent pas que tous les bénéfices des progrès techniques et scientifiques aillent à une minorité de riches et que la majorité travailleuse finisse par considérer comme une chance d'être durement exploitée car, sinon, c'est le chômage, et c'est pire.

Voter pour les listes LO-LCR, ce sera affirmer qu'il faut préparer la riposte d'ensemble de la classe ouvrière qui permettra demain de faire reculer le patronat et le gouvernement à son service, quel qu'il soit.

Arlette LAGUILLER

Les réunions publiques LO-LCR

● **CARMAUX (Tarn)**
3 juin à 20 h 30
Salle Pierre-Bérégovoy
avec Alain KRIVINE
et Anne-Marie
LAFLORENTIE

● **AGEN**
4 juin à 20 h 30
Salle Picasso
avec Alain KRIVINE
et Nelly MALATY

● **PARIS**
6 juin à 15 h
Zénith - Porte de Pantin
avec Olivier
BESANCENOT et Arlette
LAGUILLER

● **GRENOBLE**
7 juin à 20 h
Alpes Congrès
(Tram A, arrêt Alpexpo)
avec Arlette LAGUILLER
et Olivier BESANCENOT

● **PERPIGNAN**
9 juin à 20 h 30
Mairie, place de la Loge
avec Alain KRIVINE
et Liberto PLANA

● **RENNES**
9 juin à 20 h 30
Maison de quartier
de Villejean
2, rue de Bourgogne
avec Hélène DEFRANCE
et Claude QUÉMAR

● **TOURS**
9 juin à 20 h 30
Salle Champ-Girault
avec Anne LECLERC et
Jean-Jacques
PRODHOMME

● **BRIVE**
10 juin à 20 h 30
Salle Dumazeau
avec Anne LECLERC et
Claudine ROUSSIE

● **ANGERS**
10 juin à 20 h 30
Salle Daviers, boulevard Daviers
avec Hélène DEFRANCE
et Claude QUÉMAR

Les emplois partent-ils vers les pays pauvres ?

Nombre de travailleurs s'inquiètent des risques de délocalisation de leur usine et des pertes d'emplois que cela implique. En France, elles ont littéralement détruit certains secteurs comme le textile. Il n'empêche que, même en admettant – ce qui est loin d'être prouvé – que ces délocalisations se soient accélérées ces dernières années, elles sont loin d'expliquer le niveau actuel du chômage.

Si tel était le cas, les millions d'emplois perdus dans les pays économiquement les plus développés depuis une trentaine d'années auraient eu comme

contrepartie l'essor de l'emploi industriel dans les pays pauvres. Or, c'est le contraire qui s'est passé. Mis à part quelques régions du monde très limitées,

comme le Sud-Est asiatique, l'ensemble des pays pauvres ont eux aussi perdu des industries, des emplois, et connu une envolée du chômage.

Les pays d'Europe de l'Est nouvellement intégrés à l'Union européenne n'y font pas exception. Ils ont vu leur chômage exploser depuis la chute des régimes dits « socialistes » et la privatisation de la majeure partie de leur économie.

En fait, depuis des années, l'écart de richesse entre pays riches et pays pauvres, loin de se résorber, se creuse. Car partout dans le monde les capitalistes mettent les travailleurs en concurrence les uns avec les autres, et partout ils brandissent, entre autres, la menace de la délocalisation pour faire pression sur les salariés, pour les forcer à accepter de réaliser la même production avec moins d'effectifs.

L'économie capitaliste se révèle incapable de développer la production, quand elle ne la fait pas s'effondrer, malgré l'immensité des besoins à satisfaire.

La montée du chômage massif, à l'échelle internationale, est avant tout le résultat d'un rapport de forces entre les capitalistes et les salariés, et très peu celui d'un transfert de la production de certains pays vers d'autres.

Jean RAYNARD

• Élargissement de l'Europe et délocalisations

Ne pas se tromper de cible

L'élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux pays suscite des inquiétudes parmi les salariés. N'y aurait-il pas un risque de multiplication des délocalisations ? Les entreprises de pays comme la France trouveraient en effet, dans l'intégration de ces pays où les salaires sont souvent bas et la législation sociale nettement plus favorable au patronat, une opportunité de transférer leur production, et d'aggraver ainsi les licenciements et le chômage ici, en France.

Des porte-parole de l'extrême droite comme Le Pen ou de Villiers sont friands d'un tel discours, qui leur permet de faire assaut de chauvinisme tout en se posant démagogiquement en défenseurs des travailleurs français, dont ils opposent les intérêts à ceux des travailleurs d'autres pays. À gauche aussi on utilise cet argument pour justifier l'hostilité à l'élargissement de l'Union, et de manière plus générale à l'Union elle-même, qui serait responsable du sort fait au monde du travail.

Cette propagande rencontre un certain écho, d'autant qu'elle s'alimente de faits qui ont marqué l'opinion populaire. Depuis des années, – mais cette tendance ne s'est pas affaiblie ces derniers mois – se sont en effet succédés les fermetures d'entreprises dont la production était transférée vers des pays à bas salaires.

Il reste qu'identifier ainsi l'Union européenne, les délocalisations et la montée du chômage, et en conclure que la lutte contre les licenciements passe par la lutte contre les institutions européennes, relève, de la part de ceux qui fixent aux travailleurs de tels objectifs, de l'escroquerie politique. Car cela revient à viser l'ombre à la place

de la proie et, du coup, à laver de toute responsabilité le patronat « bien de chez nous », le patronat français, qui est pourtant le vrai responsable identifié.

une sorte de surenchère qu'utilisent certains patrons.

L'idée que l'Union en s'élargissant favoriserait les délocalisations ne correspond pas à la

encore inférieurs à ceux des pays qui viennent d'y accéder.

Lorsqu'il était question de l'adhésion à cette Union européenne de l'Espagne et du Por-

n'est pas « notre » économie, à nous travailleurs, et le maintien des frontières n'est pas une protection pour les intérêts des salariés.



L'Union européenne, fautrice de délocalisations ?

La recherche des coûts salariaux les plus bas n'est pas le seul élément dans les choix des délocalisations. Celles-ci s'effectuent bien souvent en priorité vers les régions les plus riches, celles où se trouvent de vastes marchés. C'est ainsi que plus de 75 % des filiales implantées en Europe par des entreprises françaises sont situées dans les pays voisins, où les salaires sont aussi élevés qu'en France, et parfois même davantage. Et cela, sans parler de ces délocalisations qui consistent à déplacer les emplois d'une région ou d'une ville à l'autre au sein du même pays, afin de profiter d'une fiscalité avantageuse, dans une zone franche par exemple, ou de faire monter les offres de subventions versées par les collectivités locales, dans

réalité. Union européenne ou pas, les patrons ont les mains complètement libres pour aller investir leurs capitaux où bon leur semble, c'est-à-dire là où ils en obtiendront le meilleur rendement. C'est là le fond du problème.

Les pays de l'ex-Europe de l'Est, par exemple, n'ont pas attendu d'être membres de l'Union pour être attractifs pour les capitaux des sociétés occidentales. De même, les capitalistes français qui investissent aux États-Unis, au Maghreb ou dans le Sud-Est asiatique ne sont pas gênés par le fait que ces pays n'appartiennent pas à l'Union. Et à l'heure actuelle, ce sont des nouveaux membres de l'Union eux-mêmes qui voient certaines entreprises se déplacer vers l'Ukraine, qui elle reste en dehors de l'Union et qui propose des salaires

tugal en 1986, certains tenaient alors des raisonnements sur les dangers que ces pays à salaires faibles faisaient courir aux emplois « français ». Pourtant, depuis, la majorité des travailleurs de France ont eu largement plus à pâtir de la rapacité de leurs patrons « nationaux » que de la concurrence des salariés d'Espagne ou du Portugal.

Pour lutter contre les délocalisations, il faut lutter contre le patronat

Le pire, pour les travailleurs, serait de croire que les délocalisations sont une fatalité ; ou, ce qui n'est pas mieux, de penser que la seule manière de s'y opposer serait de faire cause commune derrière certains politiciens et derrière des patrons, pour conclure qu'il faudrait se réfugier derrière des barrières nationales pour protéger « notre » économie. Car ce

Les délocalisations ont la même cause que l'ensemble des licenciements : le droit sans entrave du patronat de disposer de ses capitaux, des emplois de ses salariés, et de les jeter à la rue s'il l'estime nécessaire. C'est ce droit que l'on peut et que l'on doit contester.

Le système capitaliste fonctionne grâce à la mise en concurrence des travailleurs, notamment des travailleurs des différents pays. Alors, pour les salariés, la meilleure manière de se défendre serait, s'inspirant du mot d'ordre « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* », d'empêcher les patrons de jouer sur les écarts de conditions de salaires, de travail et de protection sociale, en imposant qu'ils soient alignés par le haut. Dans toute l'Union européenne, pour commencer.

J. R.

Le repreneur dépose le bilan !

Christiane Nimsgern et Jean-Luc L'Hôte, têtes de liste LO-LCR aux élections européennes dans la grande circonscription de l'Est, nous communiquent :

À l'heure où le magazine *Capital* nous apprend que le Lorrain le plus riche n'est autre que le patron de l'usine de chaussures Mephisto de Sarrebourg, l'entreprise Hello – le repreneur de Bata à Moussey – dépose le bilan, menaçant du chômage 150 de ses 268 salariés : dans la chaussure comme ailleurs, les patrons se portent bien, pas les ouvriers.

La direction de Hello ose parler de « la concurrence des pays asiatiques » accusant indirectement les travailleurs de Moussey de gagner trop d'argent. Il faut oser le faire, elle qui, non seulement vit sur un grand pied, mais a été complice de Bata pour fermer Moussey par étapes.

Dans cette affaire, une fois de plus les ouvriers sont sacrifiés. Avec l'aide des pouvoirs publics, Bata a abandonné en 2001 l'usine de Moussey où des générations de travailleurs avaient contribué à grossir sa fortune.

La famille Bata s'est désengagée à moindre coût, réussissant même à faire des économies sur le plan prétendument social de 2001 dont le montant a été ramené de 38 à 12 millions d'euros. De nombreux travailleurs licenciés sont toujours au chômage, au RMI ou en fin de droits. Voilà où mène la rapacité des grandes familles capitalistes qui n'ont de cesse d'augmenter leur fortune quitte à faire mourir des régions. Quant aux pouvoirs publics, de droite ou de gauche, ils ont couvert le désengagement de Bata. (...)

Interdire les licenciements, imposer à Bata d'assurer un salaire aux ouvriers de Hello, ce serait la moindre des choses. Comme il serait vital de mettre à jour les comptes et les tripatouillages qui ont permis à une multinationale de mettre la clé sous la porte en s'appuyant sur des hommes de paille qui, en défendant les intérêts du groupe Bata, ont contribué à ruiner l'emploi.

• Élections européennes

Une représentation des électeurs encore réduite, et un temps de parole très mesuré

Même dans les pays qui se prétendent les plus démocratiques, les systèmes électoraux sont loin de l'être. Il n'est que de voir la façon dont les majorités en place décident de temps à autre de modifier le système de représentation, en fonction de ce qui les favorise. On en a un exemple dans la façon dont a été modifié le mode de représentation aux dernières élections régionales. Selon celui en vigueur lors de la précédente élection, les listes LO-LCR auraient obtenu 24 élus, contre 22 en 1998. Cette fois elles n'en ont obtenu aucun et, de ce fait, plus d'un million d'électeurs n'auront aucun représentant pour défendre dans les Conseils régionaux les opinions qu'ils ont souhaité exprimer par leur bulletin de vote.

Il en va de même pour les élections européennes du 13 juin prochain. La réforme du mode d'élection dans ce scrutin fait qu'au lieu d'une circonscription unique, à l'échelle de la France, il y a désormais huit circonscriptions qui partagent le territoire, en englobant des régions selon des critères totalement arbitraires. Ainsi, pour obtenir un élu, il faudra que les listes comme celles que nous présentons en commun avec la LCR franchissent des seuils plus élevés, aux alentours de 7 % des suffrages exprimés dans le cas le plus favorable, et de plus de 15 % dans la « région » où la barre est la plus haute. Le comique dans l'affaire est que ce système a été mis en place pour, disent ses promoteurs, rappro-



Arlette Laguiller à la rencontre des travailleurs de la Snecma, à Villaroche, en région parisienne.

cher les élus de leurs électeurs. Mais, par exemple, une de ces régions englobe à la fois le Nord, la Picardie, la Haute et la Basse-Normandie. Ceux qui voteront à Rouen voteront pour un ou une tête de liste de Lille, ou vice versa.

Le précédent système de scrutin pour les élections européennes, en vigueur en 1999, permettait à chaque parti de présenter une liste à l'échelle nationale, et d'obtenir des députés quand cette liste dépassait la barre de 5 % des suffrages exprimés. C'est ainsi qu'avec 5,18 % les listes LO-LCR avaient obtenu cinq députés au Parlement européen. Il est quasiment impossible désormais qu'avec ce score elles obtiennent

un seul représentant.

En ce qui concerne l'accès à la campagne officielle radiotélévisée, on a affaire à un système tout aussi arbitraire et restreint. La loi étant faite par les partis qui sont en place au Parlement national – ce qui ne veut pas dire qu'ils représentent la majorité des électeurs –, ceux qui disposent d'un groupe parlementaire se partageront deux heures de temps d'antenne. Ils sont cinq dans ce cas, l'UMP, l'UDF le PS, le PCF, le Parti des Radicaux de Gauche (PRG), qui disposeront donc chacun de 24 minutes de temps d'antenne.

En revanche, les partis non représentés par un groupe parle-

mentaire disposeront à eux tous de soixante minutes, à condition toutefois qu'ils présentent des listes dans cinq des huit régions qui découpent le territoire. Et comme il y en a seize dans ce cas, chacune de ces listes disposera royalement de trois minutes quarante-cinq, découpées en trois émissions d'une minute quinze.

Pour ce qui concerne les listes LO-LCR, l'une de ces trois émissions, dont le passage à l'antenne a été tiré au sort, a été diffusée le lundi 31 mai. Il s'agissait de l'intervention d'Olivier Besancenot.

J.-P. V.

Dimanche 6 juin à 15 h à Paris

au ZÉNITH - Porte de Pantin

meeting national des listes LO-LCR

avec

Arlette LAGUILLER et Olivier BESANCENOT

Pour dire non à la politique de cette droite arrogante, sans amnistier la gauche gouvernementale

Entrée libre

• Horaire des prochaines émissions

Jeudi 10 juin, une intervention d'une minute quinze d'Arlette Laguiller sera diffusée :

À la télévision :

- sur France 5 vers 18 h 45 après l'émission « C dans l'air » ;
- sur France 2 après le journal télévisé de 20 h ;
- sur France 3 vers 22 h 45, avant le bulletin météo et « Soir 3 ».

À la radio :

- sur France Inter avant le bulletin d'information de 14 h.

Vendredi 11 juin, de nouveau une minute quinze, pour une émission où interviendront à la fois Olivier Besancenot et Arlette Laguiller :

À la télévision :

- sur France 5 vers 6 h 45 après « Les amphes de France 5 » ;
- sur France 2 vers 8 h 30 après « Télématin » ;
- sur France 3 vers 17 h 45 avant les messages publicitaires précédant « Questions pour un Champion ».

À la radio :

- sur France Inter après le journal de 20 h et le bulletin de météo marine.

C'est court, c'est pourquoi il ne faut pas les manquer.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Manifester, voter, et frapper en utilisant notre vraie force

Claque ou pas aux dernières élections régionales, le gouvernement n'en continue pas moins la mise en œuvre de ses projets. Les coups contre la sécurité sociale comme ceux concernant la privatisation des services publics se précisent chaque jour plus clairement.

Après « l'ouverture du capital » d'Électricité et Gaz de France, le *Journal du Dimanche* a même annoncé que les gares allaient être vendues ! À court ou moyen terme ? Reste qu'il est dans l'air du temps de donner au capital privé tout ce qui est susceptible de rapporter du fric. Que la conséquence en soit le démantèlement des entreprises publiques, que les usagers aient à payer toujours plus cher pour moins de services, que des emplois soient supprimés par dizaines de milliers et des avantages acquis saccagés, que la santé soit offerte sur un plateau avec la Sécu en holocauste aux compagnies d'assurances privées et les plus pauvres interdits de soins, qu'importe !

C'est par dizaines de milliers que les travailleurs d'EGF ont manifesté à Paris la semaine dernière. La volonté de la base d'empêcher la privatisation de l'entreprise publique a été telle qu'aucune des directions syndicales n'a osé se tenir à l'écart de cette manifestation. Si à la suite d'un appel tardif la présence de travailleurs d'autres entreprises publiques comme la Poste, la SNCF... ne fut que symbolique, c'est aussi parce que les fédérations avaient déjà multiplié des appels séparés à des journées sans lendemain, les cheminots ou les postiers un jour, les enseignants un autre, une tactique qui a pourtant fait la preuve de son inefficacité. Mais pour une fois, les confédérations syndicales appellent ensemble – y compris la CFDT – à manifester dans la rue à la fin de cette semaine, le samedi 5 juin, contre le projet gouvernemental sur la sécurité sociale. Que cette journée ait une suite ou pas, cela dépendra essentiellement de l'ampleur de notre participation et de la façon dont nous exprimerons notre volonté de continuer.

Selon le calendrier du gouvernement, d'ici à fin juillet tout devrait être entériné. Une franchise d'1 euro sur le remboursement de la consultation médicale sera instituée. Et il n'y a que le premier pas qui compte pour que ce soit

ensuite 2 ou 3 euros... Tout comme il en a été du forfait hospitalier – prétendu « modeste » lorsqu'il fut instauré par un gouvernement socialiste – maintenant à 13 euros par jour, et qui sera encore majoré d'1 euro cette année pour passer d'ici 2006 à 16 euros ! Haro aussi sur les retraités qui devront subir une augmentation de la CSG de 0,4 % ! Pour éviter une augmentation générale de cotisation de tous les assurés sociaux, avait prétendu le gouvernement. Mais tous les salariés verront la base de leur cotisation passer de 95 à 97 % du salaire. Si ce n'est pas une augmentation pour tous, qu'est-ce que c'est !

Raffarin et Douste Blazy disaient vouloir faire participer tout le monde au comblement du déficit... Mais la contribution des entreprises, appelée la C3S, ne sera majorée que de 0,03 %, soit treize fois moins que celle des retraités ! En réalité – et il faudrait être aveugle pour ne pas le voir – c'est essentiellement à nous travailleurs que l'on veut faire combler le trou que le patronat, le gouvernement, les trusts de la pharmacie et les marchands de matériel médical ne cessent de creuser.

Il faut que nous soyons nombreux dans la rue le samedi 5 juin, toutes corporations et toutes catégories confondues, du secteur public comme du secteur privé. Pas pour s'en tenir là et attendre que, les vacances aidant, le projet gouvernemental passe ensuite sans douleur. Mais pour que nous, travailleurs, qui avons le pouvoir de tout faire tourner mais aussi de tout bloquer dans ce pays, nous nous préparions à en faire usage. Pour donner un véritable coup d'arrêt à la politique Raffarin, Seillière et consorts.

Voter aux élections européennes pour les listes communes de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire ce sera aussi dans ce contexte, le meilleur moyen de compter ceux qui sont décidés à porter le combat sur le seul terrain où nous, travailleurs, nous sommes les plus forts. Plus nous serons nombreux à le faire et mieux nous serons entendus.

Éditorial des bulletins d'entreprises L'Étincelle, du lundi 31 mai 2004, publié par la Fraction

Erratum

Dans notre numéro 1869 du 28 mai, une coquille a fait disparaître plusieurs lignes de la Tribune, qui concluait ainsi :

« Dans les urnes, le 13 juin, votons pour les listes LO-LCR, les seules à refuser clairement ce chantage au financement et à affirmer : « assez de tous ces gouvernements, de droite comme de gauche, qui s'emploient à faire les poches aux travailleurs, c'est aux patrons de payer, et à eux seuls ! » »

Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

Convergences Révolutionnaires n° 33 (mai-juin 2004) - bimestriel publié par la Fraction

Dossier : Élargissement et nouvelle constitution, l'Union européenne est-elle une menace pour les travailleurs ?

Articles : L'urgence : contre-attaquer sur la Sécu - Salaires : les trains de retard de la SNCF - Licenciements : le merci de STMicroelectronics pour les subventions reçues - Comment et pourquoi le génocide rwandais fut encouragé et couvert par la France - Des correspondances sur l'Iran et les États-Unis.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 € ; de soutien : 15 €) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18
ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

Leur société

• Le texte sur le handicap à l'Assemblée

Le baratin gouvernemental

Le projet de loi en faveur des handicapés, dont l'examen par les députés à l'Assemblée nationale a débuté mardi 1^{er} juin, suscite le mécontentement des associations de handicapés. Elles ont tenu à manifester ce jour-là, pour faire savoir qu'elles le jugeaient insuffisant. Et pour cause !

Le principal problème des personnes handicapées est d'avoir de quoi vivre. Or, pour elles, trouver un emploi est encore plus difficile que pour le reste de la population : 26 % des handicapés sont au chômage. L'obligation légale pour les entreprises privées de plus de vingt salariés et pour le secteur public d'employer un quota de 6 % de personnes handicapées n'a jamais été respectée, depuis son inscription dans la loi en... 1987, les patrons préférant payer l'amende prévue en cas de non-respect de la loi. Marie-Anne Montchamp, secrétaire d'État aux Personnes handicapées, promet des « sanctions exemplaires ». Mais le projet de loi reste vague sur l'alourdissement des sanctions. Il prévoit en revanche des incitations financières pour les employeurs « prêts à faire des efforts », c'est-à-dire des subventions aux patrons, sans réelle garantie pour l'embauche des salariés handicapés.

Un trop grand nombre de handicapés en sont réduits à vivre avec une très maigre allocation, l'allocation adulte handicap (AAH), 587,74 euros par mois. Aussi les associations de handicapés réclament-elles un revenu spécifique d'existence (RSE) égal au smic. Dans une interview au *Figaro*, la secrétaire d'État a répondu qu'il n'en était pas question. « Un écart doit être maintenu entre l'AAH et un revenu d'activité. C'est une question d'équité. » Il y a un beau cynisme à évoquer l'équité pour refuser de quoi vivre un peu plus correctement aux handicapés les plus démunis.

Certes, ce projet de loi pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » envisage la prise en charge des dépenses liées directement au handicap, que ce soit l'aide humaine, le fauteuil roulant, l'aménagement d'un véhicule, d'un logement ou le dressage d'un chien guide d'aveugle, par la création d'une prestation de compensation. Mais il prévoit des conditions. Cette prestation est réservée aux handicapés de 20 à 60 ans dont le taux d'invalidité dépasse 80 %. À cela s'ajoutent des conditions de ressources. Toutes choses considérées, à juste titre, comme inacceptables par les associations de handicapés.

À lire ce texte, il ne devrait plus y avoir, en France, d'établissements scolaires qui n'accueillent pas d'élèves handicapés. Mais comment cela serait-il possible, alors que le gouvernement supprime du personnel, en particulier le personnel qui permet de s'occuper plus particulièrement de ces enfants ? Quant à l'accueil dans des établissements spécialisés, Marie-

Anne Montchamp promet la création de 26 500 nouvelles places pour enfants et adultes... mais dans deux ans.

Depuis des décennies, les associations de handicapés se battent pour qu'il leur soit possible de prendre un bus, d'accéder à un logement ou d'entrer dans un musée. L'accessibilité était déjà inscrite dans la loi de 1975. Le gouvernement promet « l'accessibilité de tout à tous ». Mais la secrétaire d'État explique par ailleurs qu'il « faudra du temps pour y parvenir », alors que les handicapés attendent déjà depuis trop longtemps.

Enfin, ce projet parle de « placer la personne handicapée au centre des dispositifs qui la concernent ». Dans chaque département devrait être créée une Maison des personnes handicapées, sorte de « guichet unique où la personne handicapée et sa famille pourront être accueillies et informées ». Elle regroupera dans une commission unique les services actuellement assurés par les CDES (commissions pour l'orientation des enfants handicapés) et les Cotorep, l'équivalent pour les adultes handicapés. Simplifier les démarches administratives serait certainement une bonne chose. Mais il reste à vérifier que les délais pour obtenir la reconnaissance du handicap, du taux d'incapacité ou pour obtenir l'allocation seront effectivement réduits.

En fait, l'imprécision de l'ensemble du projet de loi inquiète les associations de handicapés, d'autant que les décrets d'application peuvent beaucoup tarder à être publiés. Certains décrets d'application de la loi fondatrice sur la protection des handicapés de 1975 ne sont toujours pas sortis. Il est à craindre que ce projet, peu ambitieux malgré son intitulé pompeux, ne connaisse aucune application ou qu'une application partielle, à cause du barrage financier. La secrétaire d'État s'est félicitée du fait que 850 millions d'euros de plus allaient revenir aux handicapés grâce à la suppression d'un jour férié. À part le fait qu'une fois de plus ces millions d'euros sont volés aux salariés, cela se révélera bien insuffisant.

Ce gouvernement, tout au service des riches, fait de grandes déclarations sur l'intégration des handicapés, « grande cause nationale » selon l'expression utilisée par Chirac. Mais il ne veut surtout pas desserrer les cordons de la bourse pour autre chose que les cadeaux au patronat. Les handicapés ont donc tout à fait raison de ne pas se contenter de promesses, car tous les progrès qu'ils ont obtenus jusqu'ici, sous quelque gouvernement que ce soit, l'ont été grâce à leur pression.

Aline RETESSE

Que la Fête continue !

Raffarin n'ayant pas réussi à priver les travailleurs du jour férié traditionnel du lundi de Pentecôte, la Fête de Lutte Ouvrière s'est déroulée, cette année encore, sur trois journées, les 29, 30 et 31 mai. Et ce furent trois belles et bonnes journées, même si nous n'avons pas été gâtés par le temps, dimanche matin et l'après-midi du lundi.

L'affluence a été en nette augmentation par rapport à la Fête 2003 (les difficultés de transport avaient alors tenu une partie de nos amis éloignés de Presles).

Des débats sur des thèmes multiples, allant de l'état des hôpitaux publics à la condition de vie des filles des cités, de la

lutte des intermittents du spectacle au récent mouvement des chercheurs, comme autour de films projetés pendant la Fête ou de questions scientifiques, ont rassemblé des petites foules d'auditeurs et de participants, dans une ambiance souvent animée.

Si le public a pu apprécier aussi de nombreux spectacles réussis, dans les allées comme sur le grand podium, au théâtre de verdure, etc., et si la richesse de notre Fête en a fait, comme c'est devenu une tradition, un grand moment de détente fraternelle, elle a bien entendu été spécialement marquée cette année par la proximité des élections pour le Parlement



européen et la présence de listes communes Lutte Ouvrière-Ligue Communiste Révolutionnaire dans ces élections : Olivier Besancenot est intervenu

aux côtés de notre camarade Arlette Laguiller le dimanche, deux grands débats publics LO-PCR ont eu lieu entre des camarades de nos deux organisations.

Avec quelques images-souvenirs de cette Fête 2004 de Lutte Ouvrière, nous publions ci-après quelques extraits des interventions d'Arlette Laguiller.

Extraits de l'allocution d'Arlette Laguiller, samedi 29 mai

Cette année, notre fête tombe, comme il est arrivé souvent, à quinze jours d'une élection. Il s'agit d'élire les députés français de ce Parlement européen censé représenter les 25 pays de l'Union européenne, 10 nouveaux pays, pour la plupart à l'est de l'Europe, y ayant été accueillis.

Nous participons à ces élections. Un courant comme le nôtre, qui a pour programme de défendre les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui est le seul à le faire, doit être présent dans une telle campagne électorale. Nous militons tout au long de l'année pour défendre, face aux différents représentants des politiques bourgeoises, une politique pour la classe ouvrière. Nous ne pouvons pas, lors de ces élections européennes, laisser le terrain aux grands partis qui, au-delà de leurs différences, se placent tous, fondamentalement, sur le terrain de la défense des intérêts de la bourgeoisie.

Nous présentons des listes communes avec la Ligue Communiste Révolutionnaire. (...)

Ce que nous voulons, c'est avant tout dénoncer la situation qui est faite au monde du travail, à la fois par la politique du patronat mais aussi par les gouvernements qui se succèdent et dont les mesures accompagnent ou précèdent la volonté exprimée par le grand patronat de ce pays.

Le gouvernement en place, nommé par Chirac, appuyé par le score de 82 % des voix obtenues à la présidentielle, est un des gouvernements les plus réactionnaires que nous ayons connus depuis longtemps.

Il y a deux ans, à l'élection présidentielle, toute la gauche gouvernementale, qui avait reçu une giflette politique au premier tour de l'élection, avait, entre les

deux tours, présenté Chirac comme le sauveur de la démocratie face à la menace Le Pen. Le Pen n'avait pourtant aucune chance d'être élu président de la République. Mais, en revanche, sa politique a été reprise, sur bien des points, par Chirac-Raffarin. C'est un gouvernement de combat contre les classes populaires.

On n'en finirait pas d'énumérer toutes les mesures prises par ce gouvernement. (...)

Après le désaveu des élections régionales, le gouvernement est revenu sur quelques mesures et a dissimulé un peu le mépris cynique qui les accompagnait. (...)

Le langage est plus modéré aujourd'hui, mais personne ne peut se faire d'illusions. Une fois les élections passées, le gouvernement continuera et voudra intensifier le caractère rétrograde de sa politique contre les travailleurs.

Il le fera parce que tels sont les besoins et les vœux du grand patronat, et que le gouvernement n'est qu'un comité exécutif du grand patronat.

La nature du vote à ces élections européennes, quelle qu'elle soit, n'arrêtera pas l'offensive patronale. Pour arrêter cette offensive, il faudra bien plus que des bulletins de vote. Il faudra que les travailleurs reprennent le combat social. Il faudra qu'ils se servent de leur force collective, qui est considérable. Il faudra une lutte ample, des grèves larges, voire des grèves générales unissant l'ensemble des forces vives du monde du travail, par-delà les catégories, par-delà les corporations.

Il faudra surtout que

cette lutte mette en tête de ses exigences les objectifs essentiels qui concernent tous les travailleurs : contre le chômage et les licenciements collectifs ; contre la précarité et les salaires dérisoires qui vont avec ; pour une augmentation conséquente du pouvoir d'achat des travailleurs.

À qui fera-t-on croire que toutes les entreprises qui affichent des profits florissants ne peuvent pas augmenter le pouvoir d'achat de leurs travailleurs ? Elles le peuvent, mais elles ne le feront que si elles y

sont contraintes.

Et que l'on ne nous dise pas que ce n'est pas possible, que l'économie va trop mal pour qu'on puisse satisfaire toutes ces revendications ! L'économie est capable de dégager de 10 à 15 % de profits supplémentaires pour la plupart des grands groupes industriels et financiers ! Elle est capable d'assurer l'ascension permanente des grandes fortunes et des rétributions extravagantes pour les PDG des grands groupes capitalistes. (...)

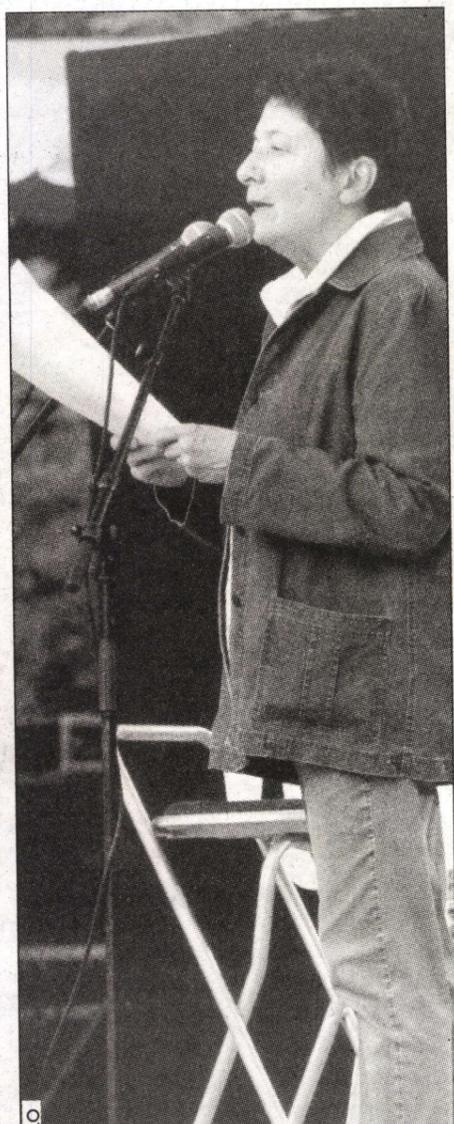
profits boursiers et on ne demande pas un seul euro aux bénéficiaires des entreprises, ni même qu'elles augmentent leurs cotisations sociales qui n'ont fait que baisser depuis quinze ans.

Les travailleurs d'EDF-GDF ont montré par leurs manifestations de jeudi qu'ils sont tous opposés au projet de changement de statut, c'est-à-dire en fait à la privatisation de leur entreprise. Ils dénoncent à juste raison que ce ne sont pas seulement leurs salaires, leurs retraites, voire leurs emplois qui sont menacés, mais aussi l'intérêt des usagers.

Une grande majorité de salariés est solidaire du combat de ceux d'EDF-GDF. Et, pourtant, malgré l'opposition de la majorité de la société, le gouvernement veut privatiser, pour complaire aux trusts privés qui veulent se jeter sur ce pactole profitable. On nous a dit que la privatisation, pour introduire la concurrence, ferait baisser les prix. Mais aujourd'hui on ne se gêne pas pour annoncer, dans une note confidentielle, que cela les fera augmenter.

Alors, oui, nous sommes contre toutes les privatisations dans le secteur public, présentes et à venir, et nous sommes pour revenir sur les privatisations déjà faites. Affaiblir les services publics, c'est un recul de toute la société, et c'est une attaque directe contre tous ceux qui sont forcés de compter.

Eh bien, ce sont ces idées-là que nous défendons dans ces élections. Il ne s'agit pas que d'un programme électoral. Il s'agit aussi d'objectifs à mettre en avant dans les futures luttes sociales. (...)



L'économie dégage suffisamment de profits pour qu'il soit possible d'empêcher les licenciements collectifs.

(...) Il n'y a aucune raison, mais vraiment aucune, pour que le budget de l'État ou que les caisses de la Sécurité sociale servent de vache à lait pour les grandes entreprises. Il faut supprimer toute subvention directe ou indirecte aux grandes entreprises. Il faut augmenter, au contraire, les impôts sur les bénéfices des grandes sociétés et sur les hauts revenus. Cela représente des sommes considérables qui doivent être consacrées à la Sécurité sociale, aux hôpitaux, aux maisons de retraite, à la construction de logements sociaux, aux transports collectifs.

Voyez le plan gouvernemental de sauvetage, comme ils disent, de l'assurance-maladie. On demande un euro par consultation aux malades et quatorze euros par jour aux hospitalisés, mais on n'impose toujours pas les



Pendant l'allocution d'Arlette Laguiller et d'Olivier Besancenot.



Dans une allée...



Durant un spectacle de rue, ou plutôt de sous-bois...



« Sciences, on tourne », spectacle audiovisuel « Et les hommes inventèrent les dieux à leur image ».



Fadela Amara de « Ni putes, ni soumises » ; un débat passionné et émouvant.



Vive l'Europe française débarrassée de la c...

Dans les élections européennes qui viennent, l'UMP de Chirac-Raffarin et le Parti Socialiste n'ont pas de programmes vraiment différents pour l'Europe. L'une comme l'autre se contentent de justifier, avec plus ou moins de sauce autour, l'Union européenne telle qu'elle se constitue dans l'intérêt des grands groupes capitalistes. Les lignes de partage dans la phraséologie elle-même passent plus à l'intérieur de chacun des camps qu'entre la droite et la gauche gouvernementale. (...)

Dans ces élections européennes, voter pour les listes LO-LCR, c'est aussi affirmer que l'unification de l'Europe, la suppression des frontières, sont une nécessité de notre époque. Cette nécessité est affirmée par les

communistes révolutionnaires depuis bientôt un siècle. L'économie, aujourd'hui, est mondiale. L'Europe elle-même est devenue une arène trop étroite pour les forces productives de l'humanité. Et, à plus forte raison, cette Union européenne qui ne regroupe qu'une partie de l'Europe.

Bien des problèmes de l'humanité, la pollution des mers et de l'atmosphère, ou même, simplement, la gestion rationnelle des grandes ressources énergétiques, ne peuvent être réglés qu'à l'échelle mondiale. Aussi tous ceux qui se cramponnent à des frontières datant de l'époque des calèches et de la bougie sont des réactionnaires. Ils le sont même et surtout lorsqu'ils présentent ces frontiè-

res comme une protection pour les travailleurs.

Le grand capital agit depuis longtemps à l'échelle internationale et enchaîne sous son emprise des travailleurs de différentes régions d'Europe et au-delà de l'Europe. Bien des trusts sont présents de la France à la Pologne ou à la Russie et, bien au-delà, en Chine, en Afrique, en Amérique latine. L'économie ne pourrait revenir en arrière sur cette évolution qu'au prix d'un effondrement catastrophique.

Alors, il ne s'agit pas de regarder en arrière mais d'aller de l'avant. Il ne s'agit pas de s'effrayer de l'Europe, mais d'opposer à leur Europe, à son grand patronat, à ses institutions, la force collective des travailleurs du continent, nés en Europe ou



Le grand meeting politique, qui se tient chaque année lors de la Fête de Lutte Ouvrière en particulier le dimanche après-midi, a vu cette année les interventions successives d'Olivier Besancenot pour la Ligue Communiste Révolutionnaire et d'Arlette Laguiller pour LO. Ils ont défendu les grandes lignes de notre programme commun aux élections européennes du 13 juin, et

appelé à voter et faire voter pour les listes LO-LCR à cette occasion.

Olivier Besancenot a exposé, pour sa part, la nécessité d'une « rupture radicale en Europe », pour une Europe qui serait faite « pour et par les travailleurs et les peuples », par la méthode des mobilisations sociales ; en même temps que la nécessité d'une « rupture radicale à gauche ». Il s'agit,

a-t-il dit, de ne pas amnistier la gauche plurielle et il faut qu'un maximum de voix aille à la gauche anticapitaliste, car il y a « besoin de faire entendre cet espoir anticapitaliste à gauche » – concluant sur la nécessité de « rassembler les forces anticapitalistes ».

Nous publions ci-dessous quelques courts extraits de l'intervention d'Arlette Laguiller.



La compagnie Jolie Môme.



La Cité du Roman.



Richard Bohringer & Aventures.



Lors d'un des nombreux forums-débats.



Le groupe Tryo.

aternelle de demain, dictature de la finance !

immigrés, mais tous réunis dans la conviction commune qu'ils constituent une seule classe ouvrière !

Pour le moment, les manifestations dites européennes sont le fait de directions et d'appareils syndicaux, avec les limites que cela implique. Mais ce n'est ni meilleur ni pire que ce qui se passe à l'échelle de chaque pays. Mais qu'explose un jour la colère ouvrière quelque part, et qu'elle explose vraiment, et les frontières ne devront plus constituer une barrière ! Les grandes grèves ou les tremblements sociaux n'ont jamais été, même dans le passé, limités à un seul pays. Ils ont toujours été contagieux. Eh bien, tout ce qui, dans l'évolution

actuelle, affaiblit les barrières qui séparent les peuples, va dans le sens des intérêts des travailleurs.

Leur Europe n'est pas celle des travailleurs, non pas parce que c'est l'Europe, mais parce que l'Europe, comme chacun des pays qui la composent, est dominée par le grand capital. En constituant l'Union européenne à travers des décennies de marchandages entre capitalistes, ils ne voulaient construire qu'une arène unifiée pour leurs marchandises et pour leurs capitaux.

La classe ouvrière peut faire en sorte que, bien malgré eux, ils aient aussi favorisé l'union des travailleurs de ce continent.

Nous les communistes révolutionnaires, nous sommes les

seuls partisans d'une unification véritable et complète de l'Europe, d'un bout à l'autre du continent, sans frontières entre les peuples en dedans et sans barrières vers l'extérieur. Mais le combat pour cette Europe-là se confond avec le combat contre la dictature du grand capital sur la société et avec le combat pour une société égalitaire où les hommes, les femmes comme les peuples soient solidaires les uns des autres et organisent, consciemment et dans la fraternité, la production de biens utiles et gèrent en commun les ressources de la planète !

Alors, vive l'Europe fraternelle de demain, débarrassée de la dictature de la finance !

Extraits de l'allocution d'Arlette Laguiller, dimanche 30 mai



Arlette Laguiller et Olivier Besancenot.

Sous le signe de l'internationalisme

Extraits de l'allocution d'Arlette Laguiller, lundi 31 mai

(...) Notre fête est sans doute la seule à inviter une grande majorité de groupes d'extrême gauche venus de différents pays du monde, qui non seulement ne partagent pas nos positions politiques mais souvent les critiquent.

Dans cette campagne pour l'élection des députés européens, les représentants politiques de la bourgeoisie, contraints par les nécessités économiques de s'entendre à l'échelle d'une partie de l'Europe, ne cessent, pour autant, d'utiliser le vieux langage nationaliste. Écoutez-les parler de l'Europe, c'est l'intérêt de la France, et le mot « supranational » sonne dans leur bouche comme une injure politique.

Leur Europe est pour le moment une juxtaposition d'États, chacun avec son drapeau, son hymne, son armée, et surtout chacun est au service de sa propre bourgeoisie. L'Europe politique, ils la construisent comme l'âne qui recule.

La moindre crise politique, la moindre pression extérieure, comme celle exercée par les États-Unis lors de la guerre contre l'Irak, font éclater leur semblant d'unité. (...)

L'Union européenne s'est constituée autour de quelques puissances impérialistes européennes, comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France qui, après s'être affrontées dans deux guerres mondiales et dans d'innombrables guerres locales accompagnant les conquêtes coloniales, ont fini par s'entendre tant bien que mal pour créer ce marché européen unifié.

Unifiée, l'Europe sera évidemment une puissance impérialiste. Son armée, l'armée européenne, sera une armée de brigandage pour préserver les intérêts des groupes capitalistes d'Europe aux quatre coins du monde et sa diplomatie servira les intérêts politiques de ses groupes financiers.

Nous sommes contre le projet de l'armée européenne, comme nous sommes contre l'armée nationale. L'armée et la diplomatie européennes, si un jour elles doivent se mettre en place, ne seront pas plus des instruments de paix que ne le sont celles des États-Unis.

Maintenant que l'armée américaine, flanquée de quelques autres, est dans une impasse sanglante en Irak, il est à la mode d'en accuser la présidence de Bush. Ce président américain est sans doute une des plus réactionnaires et des

plus sanguinaires crapules parmi les dirigeants impérialistes. Mais ce n'est pas seulement depuis la présidence de Bush que la politique des États-Unis est une politique de domination au service des grands trusts.

Les grands de ce monde vont commémorer, dans quelques jours, le débarquement américain en France, où l'état-major américain cherchait à débarquer plus de soldats à l'heure que ce que les canons et mitrailleuses allemands étaient capables de tuer. Les soldats américains ont donné leur vie pour libérer la France et l'Europe.

mènent une autre, tout aussi sale, dont on parle moins, en Afghanistan et, dans cette guerre oubliée, les troupes américaines et les troupes françaises se trouvent côte à côte.

Comme elles se trouvent côte à côte en Haïti, où elles prétendent être intervenues pour débarrasser le pays de la dictature d'Aristide. Mais les troupes américaines et françaises sont, en Haïti aussi, des troupes d'occupation. Elles sont là pour suppléer un appareil d'État trop déliquescence pour opprimer la population. (...)

Et n'oublions pas non plus le

elles sont là pour protéger les intérêts français, les intérêts des Bouygues, Bolloré et de bien d'autres qui amassent des richesses considérables alors que la majorité de la population du pays reste enfermée dans la pauvreté.

Oui, dans le prix que paye la société, et plus particulièrement celle des pays pauvres, pour la dictature du capital, il n'y a pas que l'exploitation, le pillage et la pauvreté qui va avec. Il y a l'oppression et les guerres, même lorsqu'elles ne sont pas menées par les grandes puissances elles-mêmes.

infamies. Mais il ne faut pas oublier que si le gouvernement israélien peut impunément mener cette politique, c'est parce qu'il est sûr du soutien des grandes puissances, et principalement des États-Unis. En menant cette politique, le gouvernement israélien, qui transforme tout un peuple en prisonnier dans son propre pays, ne rend certainement pas service au peuple israélien non plus. Sa jeunesse est réduite au triste sort de gardien de prison et elle subit de plus, dans sa chair, les attentats aveugles. La situation dramatique au Proche-Orient fait



Mais s'ils croyaient mourir pour la liberté et la démocratie, dans cette immense boucherie qu'était le débarquement, ils sont morts pour que la puissance américaine puisse briser les puissances allemande et japonaise, ses rivales pour dominer le monde.

Nous dénonçons l'occupation de l'Irak par les troupes américaines avec tous les morts américains et civils irakiens qu'elle implique. Mais rappelons-nous que, si les États-Unis mènent en Irak une guerre d'oppression, la France en a mené bien d'autres, du Vietnam à l'Algérie. Et que les Massu, Aussaresses et Bigeard valent bien les tortionnaires américains. Comme nos ministres de l'époque, les Guy Mollet, Mitterrand, valent bien Bush, le mysticisme religieux en moins, le cynisme politique en plus.

Oui, les États-Unis mènent une sale guerre en Irak. Ils en

rôle de l'impérialisme français en Côte-d'Ivoire. Après avoir soutenu la dictature ouverte de Houphouët-Boigny et de son successeur immédiat, le gouvernement français soutient aujourd'hui Gbagbo qui, lui, prétend avoir été démocratiquement élu, se proclame membre de l'Internationale Socialiste et est considéré comme tel par les dignitaires du PS. Mais son pouvoir repose sur le soutien de son armée, sur ses milices et surtout sur l'utilisation de la haine ethnique. À chaque crise politique, le pouvoir répond par des pogromes ethnistes, présentés comme des manifestations de patriotisme.

La présence des troupes françaises là-bas ne protège pas la population des conséquences des oppositions ethnistes artificiellement excitées, ni surtout de la pauvreté qui s'aggrave. Mais, là encore, les troupes françaises ne sont pas là pour ça,

Les grandes puissances ne dominant pas le monde par leur seule force économique. Là où il y a leurs marchands et leurs banquiers, les canons ne sont jamais loin. Il y a aussi la haine semée entre les peuples pour les diviser, pour en transformer certains en alliés du moment, quitte à les lâcher plus tard.

Et c'est ce qui se passe également au Proche-Orient. Oui, les deux peuples, le peuple palestinien comme le peuple israélien, ont le droit de vivre sur ces terres du Proche-Orient. Mais les puissances impérialistes ont transformé l'État d'Israël en une citadelle assiégée qui n'est plus qu'un instrument d'oppression contre le peuple palestinien.

Ce que fait le gouvernement israélien là-bas, la démolition des quartiers pauvres à Gaza, les bombardements aveugles de la population et le mur de la honte qu'on érige pour parquer le peuple palestinien sont des

partie du triste bilan de la domination impérialiste sur le monde.

Nous sommes solidaires de tous ceux qui protestent contre cette situation et qui le feront, notamment à la fin de cette semaine, lors de la venue de Bush en France. Comme nous avons été partie prenante du mouvement contre la guerre en Irak.

Pour paraphraser Jaurès, je dirais « l'impérialisme porte la guerre et l'oppression comme la nuée porte l'orage ». C'est pourquoi les mouvements de protestation pacifiste sont toujours en retard d'une guerre sur l'impérialisme. Il ne suffit pas d'être anti-impérialiste, pas plus qu'il ne suffit d'être anticapitaliste. Il faut œuvrer consciemment pour détruire le capitalisme lui-même et par là même détruire l'impérialisme qui en est l'expression ultime. (...)

• Lundi de Pentecôte

Voleurs et menteurs

Le lundi 31 mai 2004, lundi de Pentecôte, aura peut-être été le dernier de repos et de détente pour beaucoup de salariés, puisque le projet du gouvernement Raffarin pourrait aboutir à supprimer ce jour férié pour un certain nombre d'entre eux.

Sans doute, après le tollé suscité par ce projet, le gouvernement a fait en partie machine arrière : le lundi de Pentecôte pourrait rester chômé, s'il y a accord entre syndicats et patrons pour fixer un jour travaillé supplémentaire qui ne serait pas celui-là. Reste que le gouvernement obligerait certains salariés à travailler un jour de plus pour leur patron. Et quand les travailleurs perdront environ 0,45 % de leur salaire annuel (un jour supplémentaire divisé par 220 jours déjà travaillés), les patrons, eux, ne reverseront qu'entre 0,20 et 0,25 % de cette masse salariale. Pour eux ce sera donc tout bénéfique et, pour les travailleurs, ce prétendu appel à la solidarité a plutôt le goût du racket.

C'est sous prétexte d'un plan d'aide aux personnes âgées, ce que Raffarin a appelé sans gêne la « solidarité du cœur », qu'un jour de congé sera supprimé. Mais rien ne dit que cet argent, d'un montant estimé entre 1,5 et 1,9 milliard d'euros, ira vraiment aux personnes âgées. Qui ne se rappelle l'exemple de la vignette automobile instaurée en 1956 en principe pour venir en aide aux vieux travailleurs et qui a servi à remplir les caisses de l'État ? Et quand Raffarin dit que ce serait pour aider les personnes âgées après l'hécatombe – 15 000 morts – de la canicule, l'été dernier, c'est un mensonge éhonté. Pour l'été 2004, c'est déjà un constat de carence que dresse le ministre de la Santé, Douste-Blazy, en avouant que, faute d'un financement suffisant par l'État, moins de 10 % des maisons de retraite auront une salle climatisée, d'ailleurs bien insuffisante. Et il ne dit pas un mot sur des mesures d'urgence qu'il prendrait pour faire face à cette situation.

En fait, sous prétexte de créer un « jour de solidarité » avec les personnes âgées, tout ce qui intéresse ce gouvernement est de montrer du doigt les salariés en les accusant de ne pas travailler assez. Mais c'est d'abord lui qui choisit en priorité de subventionner les patrons plutôt que de consacrer le budget aux services nécessaires à la population.

• 6 juin 1944

« On croit mourir pour la patrie... »

L'actualité va être marquée pendant plusieurs jours par le soixantième anniversaire du débarquement américain survenu en France le 6 juin 1944. Un certain nombre de cérémonies sont prévues à cette occasion, qui regrouperont têtes couronnées et présidents, dont Bush, qui devrait venir pour cela en France le 5 juin.

Gouvernement, hommes politiques et une grande partie de la presse parlent du 6 juin 1944 comme d'une date majeure pour la « libération » de la France de la barbarie nazie, grâce à la puissante Amérique, et font de ce jour une victoire du « monde libre ». Dans les faits, le 6 juin 1944 fut d'abord une véritable boucherie pour des milliers de GI's débarqués sur les plages de Normandie. L'état-major anglo-américain avait calculé d'envoyer sur les côtes normandes plus de soldats à l'heure que ce que les canons et mitrailleuses allemandes étaient capables d'en tuer et des milliers de soldats américains y laissèrent la vie.

La plupart de ceux-ci étaient sans doute en effet convaincus de mourir pour la liberté et la démocratie et, aux États-Unis comme en France, c'est traditionnellement ainsi que leur sacrifice est commémoré. Mais la défense des valeurs de démocratie et de liberté avait en réalité peu à voir avec les objectifs réels des dirigeants alliés dans cette guerre. L'idée qu'il s'agissait d'une bataille de la liberté contre le nazisme fut notamment inventée par les États-Unis, qui menaient la guerre contre l'Allemagne et le Japon. Les dirigeants du monde capitaliste continuent de s'appuyer sur ce mythe à chaque fois qu'ils veulent justifier leurs exactions



Un vétéran américain du débarquement, au cimetière militaire d'Omaha Beach.

et leur existence et mener leurs sales guerres. Mais s'ils faisaient la guerre, en 1944 comme aujourd'hui, c'était d'abord et avant tout une guerre pour la suprématie de leurs trusts capitalistes par rapport à ceux de leurs concurrents.

La France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, ces pays du monde dit « libre », portaient d'ailleurs eux aussi une part de responsabilité dans la catastrophe en imposant au capitalisme allemand, au lendemain de la Première Guerre mondiale, des conditions telles qu'elles allaient conduire au nazisme et qu'une Seconde Guerre mondiale allait être inévitable.

Pour les États-Unis, la Seconde Guerre mondiale devait être l'occasion de mettre à la rai-

son une fois pour toutes les impérialismes concurrents et d'imposer leur hégémonie sur la planète. Non seulement l'Allemagne et le Japon furent brisés par la puissance américaine, mais la France et l'Angleterre, alliées de l'Amérique, durent aussi, dans les dix ou quinze ans qui suivirent, abandonner des empires coloniaux qui n'étaient plus que des restes de leur suprématie passée.

Il y a beaucoup à dire sur la « démocratie » et la « liberté » apportées au monde par la victoire américaine de la Seconde Guerre mondiale. Dans un monde où leur position dominante n'était désormais plus contestée, les États-Unis ont pu mener leur sale guerre au Vietnam et accomplir une multitude

d'interventions contre les peuples. Récemment, ils ont pu mener de nouveau une sale guerre en Afghanistan, où les troupes américaines et françaises se sont d'ailleurs trouvées côte à côte, et ils continuent aujourd'hui à faire la guerre en Irak. L'impérialisme américain a imposé son ordre social partout dans le monde, un ordre qui n'est ni libre, ni démocratique, et qui sème les divisions entre les peuples comme au Proche-Orient.

Les soldats américains morts il y a soixante ans sur les plages de Normandie croyaient donner leur vie pour la liberté. Ils sont morts, comme bien d'autres, pour assurer les profits des grands trusts américains.

D.M.

• Une rue Maurice-Audin à Paris

Assassiné par l'armée française... couverte par les ministres SFIO

Une place Maurice-Audin vient d'être inaugurée à Paris en présence du maire de Paris, Bertrand Delanoë, et de Pierre Vidal-Naquet, ancien secrétaire du comité Maurice Audin, qui réclama en son temps que toute la vérité soit connue sur l'affaire.

Maurice Audin, jeune mathématicien et membre du Parti Communiste Algérien, fut

arrêté à Alger par les parachutistes du général Massu dans la nuit du 11 juin 1957, en pleine bataille d'Alger pour éradiquer les forces du FLN dans la ville. Au bout de plusieurs semaines, on annonça à sa femme que le prisonnier s'était enfui. La réalité était bien différente. Après avoir été torturé, il avait été exécuté par ses tortionnaires. Son corps ne fut jamais retrouvé.

En vertu de textes comme celui de 1962 qui amnistie « les faits commis dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre dirigées contre l'insurrection algérienne », l'armée française est toujours restée à l'écart de toute enquête au sujet de la disparition de Maurice Audin.

Si, aujourd'hui, le maire socialiste de Paris inaugure une place au nom du disparu, il faut

rappeler que ses ancêtres politiques, les dirigeants socialistes d'alors, eurent une responsabilité directe dans l'assassinat. Leur parti, la SFIO, participait au gouvernement qui protégeait et encourageait les exactions de l'armée. Robert Lacoste, ministre-résident en Algérie et qui supervisa la bataille d'Alger, était des leurs.

Michel ROCCO

• Haïti

Inondations, pauvreté et troupes d'occupation

Villages engloutis sous les eaux, habitants et bétail confondus ; bourgades rayées de la carte ; hameaux entraînés par une avalanche d'eau, de boue et de roches... Cinq jours après que des pluies diluviennes se sont abattues sur Haïti et la République dominicaine, l'ONU estimait leur bilan à 1 500 morts au moins, un chiffre qui ne cesse de s'alourdir.

Pluies tropicales et cyclones sont une donnée climatologique de la Caraïbe. Mais, dans ce drame, la nature n'est pas seule en cause. Ici et là, de bonnes âmes mettent en cause une « catastrophe écologique », accusant le déboisement systématique d'Haïti d'avoir favorisé l'érosion et ainsi amplifié les ravages de la nature.

Mais si Haïti est tellement déboisé, c'est parce que sa population, l'une des plus pauvres du monde, n'a guère d'autres moyens de se procurer du bois pour cuire ses aliments. Et si nombre de pay-

sans se sont installés sur le flanc de collines pelées ou au fond de vallées, dans des lits de rivières asséchées, c'est que la terre y était un peu plus fertile, ou tout simplement parce que c'était le seul endroit où ils pouvaient dresser leur mesure. C'est pour cela, après le cyclone « Georges » qui avait déjà inondé ces régions en 1998, que leurs habitants y sont restés, y compris quand, faute de moyens, l'eau a continué à y stagner des années durant. À quel autre endroit auraient-ils pu tenter de survivre ? Dans les bidonvilles de

Port-au-Prince, soumis au racket et à la terreur des bandes armées ?

Alors, à Haïti, si la nature est responsable du drame, c'est encore une fois la pauvreté qui est seule cause de sa terrible ampleur.

Le pire, cette fois, c'est qu'au moment même où cette nouvelle catastrophe a ravagé Haïti, il s'y trouve, armées de pied en cap, des forces d'occupation venues de pays parmi les plus riches de la planète. Il y a trois mois, quand l'ancien président Aristide a dû quitter le pouvoir, au milieu de règlements de comptes sanglants entre les bandes armées au pouvoir et celles qui le lui disputaient, les États-Unis et la France se sont dépêchés d'envoyer des troupes sur place. Non pas pour rétablir la démocratie, comme l'ont pré-

tendu les représentants de ces États, mais pour se substituer à un pouvoir haïtien en pleine déliquescence, incapable d'assurer l'ordre, un ordre qui garantisse au patronat local et à ses donneurs d'ordres internationaux la libre exploitation d'une main-d'œuvre payée guère plus d'un euro par jour !

On en a d'ailleurs la confirmation dans les propos d'un responsable du Programme alimentaire mondial de l'ONU en Haïti, cité par le journal *Le Monde* du 2 juin : « Nous déplorons que la force intérimaire (les troupes américaines, françaises, canadiennes, etc.), disait-il, ait d'autres priorités et ne puisse plus assurer le transport d'aide alimentaire ». Et d'ajouter que, dans ces conditions, « la situation d'urgence alimentaire

pour près de 15 000 familles affectées par les inondations risque de se prolonger durant deux ou trois mois ».

Combien de personnes, qui ont survécu à ces inondations, ne survivront pas aux « autres priorités » des grandes puissances impérialistes ? Et comment qualifier leur système, capable d'envoyer en quelques heures une armada à Haïti ou ailleurs pour y assurer leur ordre, mais qui n'a jamais levé le petit doigt, ce qui ne lui aurait pas coûté grand-chose, pour aider ce petit pays, exploité depuis des siècles par les grandes puissances, à se doter d'un minimum d'infrastructures, dont l'absence laisse la population sans travail, sans ressources et, aussi, sans défense face à la nature ?

Pierre LAFFITTE

• Liban

De la mitraille pour les manifestants

Jeu 27 mai, dans un quartier populaire de Beyrouth, l'armée libanaise a tiré sur des manifestants qui protestaient contre la cherté de la vie, tuant sept personnes et en blessant au moins dix-sept autres.

La CGTL (Confédération Générale du Travail-Liban) avait appelé à une journée de grève générale pour protester contre la politique fiscale du gouvernement et le poids sans cesse croissant des impôts indirects, qui écrasent les plus démunis. Les manifestants réclamaient notamment une baisse du prix de l'essence, qui a presque doublé

en un an. Le mouvement de grève fut largement suivi, plusieurs dizaines de milliers de personnes participèrent aux manifestations.

« Des manifestants qui s'étaient rassemblés à Hay-as-Soulom, un quartier densément peuplé de la banlieue sud, se préparaient à rejoindre le point de rassemblement principal, devant le musée de Beyrouth, où un sit-in était prévu », relate le quotidien libanais *L'Orient-Le Jour* ; « des soldats sont intervenus pour ouvrir les routes bloquées et ont tiré sur les manifestants, tuant l'un d'entre eux et en blessant trois autres ». Des véhicules blindés sont

ensuite entrés dans Hay-as-Soulom et les soldats ont quadrillé le quartier, frappant avec violence des manifestants jetés à terre.

La colère est alors montée : d'autres manifestants ont bloqué pendant trois heures l'aéroport de Beyrouth et, dans un autre quartier populaire, des barrages de parapluies ont été érigés. Tout l'après-midi, les manifestants se sont heurtés aux forces de l'ordre. Le ministère du Travail a été pris d'assaut et incendié, après que quelque 300 jeunes eurent désarmé les gendarmes en faction.

Après la guerre civile qui a ravagé le pays pendant des années, jusqu'à la fin des années quatre-

vingt, le régime s'est reconstruit sur une inégalité sociale encore plus profonde qu'auparavant et insupportable aux classes populaires. Le pays est dominé par une poignée de familles extrêmement riches, qui se comportent en féodaux et accaparent toutes les richesses, tandis que la population vit dans la misère. La ville de Beyrouth a été reconstruite à cette image : un quartier de buildings ultra-modernes, réservé aux sièges des grandes sociétés et aux logements des plus riches, tandis que les travailleurs s'entassent dans des quartiers misérables et à l'abandon, comme ceux où les émeutes ont éclaté. Officiellement, le taux

de chômage y est de 20 %, certainement bien plus en réalité. Et tandis que les prix et les taxes augmentent, le poids du chômage fait baisser les salaires.

Et quand, face à « l'insatiable appétit d'une classe dirigeante à l'affût de toutes les bonnes affaires » (à commencer par le Premier ministre Rafic Hariri qui « possède » une bonne partie de Beyrouth) dénoncé par les quotidiens libanais eux-mêmes, la population « clame sa faim et son inquiétude du lendemain » et réclame le droit de vivre, on lui envoie l'armée qui tire à balles réelles.

M.L.

• Amérique latine

L'Europe avance ses pions

Vendredi 28 mai, les représentants des 25 pays de l'Union européenne se sont retrouvés avec les chefs d'État de l'Amérique latine et des Caraïbes à Guadalajara, au Mexique, où se tenait ce troisième sommet réunissant quelque 58 pays.

À deux semaines de la prochaine réunion du G8 et au moment même où Bush tente, par le biais d'une résolution déposée aux Nations unies, d'attirer en Irak les États européens qui ne l'ont pas suivi dans cette aventure guerrière, ceux-ci ne sont pas mécontents de montrer qu'ils exercent un peu d'influence dans l'arrière-cour des États-Unis.

Une des réunions de ce sommet était consacrée aux négociations en cours entre l'Union européenne et le marché commun sud-américain, le Mercosur, qui réunit l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay, et associe également le Chili, la Bolivie et le Pérou. Pour les dirigeants de ces sept pays, cette ébauche de « marché commun », née en 1991, apparaît comme un moyen de faciliter les échanges.

Les uns comme les autres souhaitent augmenter les échanges entre l'Union et les pays membres du Mercosur, actuellement d'un montant de 42,3 milliards d'euros. Mais les rapports de forces entre l'Union et le Mer-

cosur ne sont pas égaux. Toute l'histoire des pays d'Amérique latine est celle du pillage de leurs richesses par les pays européens ou nord-américains. Et ce rapport de domination se perpétue, même si l'Europe mêle aide économique et pressions diverses pour étendre la mainmise de ses grandes entreprises, en même temps qu'elle protège le marché européen de la concurrence des produits agricoles venus d'Amérique latine. En fait de donnant-donnant, les négociations en cours, qui peinent à se conclure, seront une fois encore du donnant... perdant pour les peuples d'Amérique latine.

Les Nations unies viennent

d'ailleurs de calculer, dans le cadre des travaux de la Cnucead (un de ses organismes pour le « développement économique et la coopération »), que la libéralisation des échanges commerciaux entraîne pour les pays les moins développés un déséquilibre accentué des échanges avec les pays riches, une désindustrialisation et une augmentation de la pauvreté dans des pays déjà très pauvres. On en avait eu un échantillon au moment de l'effondrement de l'économie argentine, minée par les exigences des grandes entreprises françaises et espagnoles qui s'y sont partagé les secteurs les plus profitables.

Cela n'a pas empêché Chirac, présent à ce sommet, de faire assaut de démagogie, lançant une diatribe contre « la bêtise » et « l'égoïsme » des classes possédantes d'Amérique latine, car elles refusent les augmentations d'impôts à leur égard, et donc de consacrer plus d'argent au bien-être de toute la population. Chirac, comme d'habitude, n'est pas gêné, alors qu'en France, avec le gouvernement Raffarin, il est le garant de l'égoïsme des classes possédantes d'ici et multiplie les cadeaux fiscaux aux plus riches.

En matière d'égoïsme et de bêtise, c'est un connaisseur.

Jacques FONTENOY

• EDF-GDF : après la manifestation du 27 mai... et avant celle du 15 juin

La démobilisation des fédérations syndicales

La journée de grève avec manifestation nationale d'EDF-GDF, le 27 mai, a été un succès. Il y avait plusieurs dizaines de milliers de personnes dans la rue : 80 000 selon les dirigeants syndicaux, 40 000 selon la police, de toute façon beaucoup de monde.

Le changement de statut des entreprises EDF et GDF qui doivent devenir des sociétés anonymes et non plus des entreprises d'État, cela ne passe manifestement pas parmi le personnel. On ne trouve personne, ou quasiment personne parmi les salariés de base pour y être favorable, et même l'encadrement est très réservé.

Pourtant, au fil des journées de grève, il semble que la mobilisation aille petit à petit en diminuant. Le maximum a sans doute été atteint le 3 octobre 2002, qui pour les employés d'EDF et GDF est encore dans toutes les mémoires. Déjà le 8 avril dernier cela semblait en retrait, et à nouveau le 27 mai. Car les fédérations syndicales, et en premier lieu la CGT majoritaire à elle seule, « gèrent » le mécontentement en limitant la portée du mouvement.

Rappelons tout d'abord que fin 2002 et début 2003, la CGT appe-

lait à la signature du nouveau régime des retraites, baptisé hypocritement « relevé de conclusions » pour éviter de dire qu'il s'agissait d'un accord. C'est parce que les agents se sont prononcés majoritairement contre que la CGT a refusé de signer ce texte qu'elle soutenait jusque-là.

Mais le mal était fait, et pour bien des salariés et des syndiqués, la CGT s'est alors complètement déconsidérée. Par la suite au congrès de la CGT, le secrétaire fédéral, arrivé au terme de son mandat, a été remplacé par son dauphin. La nouvelle direction a adopté un langage plus combatif. C'est elle, avec la quasi-totalité des autres syndicats, qui organise des nouvelles journées : 8 avril, 27 mai et bientôt 15 juin. Mais entre ces journées le nouveau secrétaire CGT Imbrecht a eu beau déclarer que « les salariés doivent être dans l'action tous les jours, dès maintenant », en fait la direction de la CGT ne propose aucune perspective réelle.

Certes une lutte véritable ne se décrète pas et une grève générale ne se fait pas en appuyant sur un bouton. Mais le personnel serait très probablement prêt à se battre pour empêcher le projet de la direction et du gouvernement, à condition qu'il sente chez les dirigeants syndicaux une volonté



réelle de mener la lutte et pas de la diluer journée d'action après journée d'action, même si elle sont qualifiés de « réussies ».

Un dirigeant syndical CFTC, cité par *Le Monde*, déclarait : « le risque d'un conflit dur et incontrôlé existe. Les fédérations essayent de contrôler le mouvement, mais elles doivent être suffisamment radicales et écouter ce que disent les agents ». On ne saurait mieux résumer leur position. Pour eux « un conflit dur », c'est « un risque ». Mais quel autre choix ont les salariés d'EDF

et GDF s'ils veulent éviter le changement de statut de leurs entreprises, prélude à leur propre changement de statut ? Derrière l'ouverture du capital au secteur privé il y a la fin, déjà annoncée, de leur régime de retraite et petit à petit un grand nombre de leurs droits seront sacrifiés. S'ils ne se battent pas, leurs adversaires, eux, avanceront pas à pas.

Il faut donc souhaiter que parmi les travailleurs certains entraînent un mouvement qui entraînerait les autres. Ceux qui ont

manifesté le 3 octobre 2002 et qui sont passés par-dessus les fédérations syndicales lors du référendum sur le relevé de conclusions sont pour la plupart toujours là. Il faudra qu'une grève sérieuse démarre pour qu'elle brise les digues syndicales.

Aujourd'hui c'est souvent la résignation et le fatalisme qui prédominent. Mais il ne faudrait pas grand-chose pour que l'espoir et la combativité reviennent.

Correspondant LO

Les mensonges des directions d'EDF et GDF

EDF et GDF font une campagne de publicité acharnée pour préparer l'ouverture du marché aux clients « professionnels ». Ceux-là en effet auront la possibilité, dès le 1^{er} juillet prochain, dans moins d'un mois, de choisir d'autres fournisseurs qu'EDF ou GDF.

Pour les simples « particuliers », l'ouverture à la concurrence doit se faire plus tard, en 2007.

L'ouverture du marché devait prétendument faire bais-

ser les prix, mais ce qui s'annonce est une connivence entre tous les producteurs européens pour atteindre des prix élevés. Les « particuliers », dont les tarifs restent encadrés par l'État échappent à ce marché prétendument libre... pour le moment, jusque'en 2007.

Autre mensonge, la direction d'EDF ose prétendre que « les fonds propres d'EDF sont limités ». Et Roussely va répétant qu'il lui manque 10 à 15 milliards d'euros. Or, depuis

quelques années, EDF a racheté à tour des bras des compagnies d'électricité dans le monde pour... une douzaine de milliards d'euros. Les voilà les « fonds propres » qui manquent !

Autre mensonge encore, EDF prétend que ses concurrents pourront proposer des « offres globales associant plusieurs énergies » alors que « le statut d'établissement public nous limite à la production et à la distribution d'électricité ». Mais rien

n'obligeait de séparer EDF de GDF ! EDF-GDF pouvait fort bien proposer de l'électricité et du gaz, tout comme ses concurrents et comme elle le faisait avant. Et rien n'interdit d'ailleurs de revenir en arrière et de refusionner EDF et GDF. Alors qu'EDF va se mettre à vendre du gaz et GDF de l'électricité (ou plus exactement s'associer à des compagnies qui vendront l'un et l'autre)...

Enfin, autre mensonge encore (il y en a d'autres, mais

on s'en tiendra là) : le changement de statut de l'entreprise n'entraînera pas de changement de statut du personnel. Or, la création d'une caisse de retraite ne dépendant plus d'EDF et de GDF est précisément un changement de statut.

On comprend que les agents EDF et GDF, généralement au courant de ces questions, n'aient pas une confiance extraordinaire dans les déclarations de Roussely ou de Sarkozy !

• Fonderies du Poitou - Ingrandes (Vienne)

Les patrons ont dû reculer face à la grève

Commencée le lundi 24 mai par une assemblée des travailleurs de l'équipe d'après-midi, la grève qui a entraîné la quasi-totalité des ouvriers des Fonderies du Poitou - Aluminium, s'est terminée le jeudi 27 après que les patrons eurent cédé aux principales revendications votées en assemblée générale.

La grève à peine commencée, la direction avait tenté de s'en sortir en proposant une prime exceptionnelle de 300 euros pour

juillet, et vingt embauches dans les deux mois à venir, proposition que nous avions rejetée (voir LO n° 1869).

À partir du mercredi matin, la grève s'étant bien installée dans les différentes équipes, tous se sont mis en horaires de normale, ce qui a permis de décider tous ensemble dès le mercredi que les nouvelles propositions – dites « ultimes » – des patrons ne faisaient toujours pas le compte. Le minimum en dessous duquel il

ne serait pas question de discuter fut fixé : outre les vingt embauches promises et la prime, nous exigeons une augmentation immédiate de trente euros par mois.

Jeudi 27 mai, une manifestation fut organisée à Châtellerault. Et comme les 140 ouvrières de France Champignon venaient d'apprendre le jour même qu'en octobre prochain leur usine – reprise en mars par le fonds de placement Butler – fermerait ses

portes, nous sommes allés leur rendre visite pour les inviter à manifester avec nous.

Ouvrières de France-Champignon en tête, une manifestation dynamique a donc sillonné la ville, mêlant les slogans pour les salaires aux cris de colère contre les licenciements.

Dans l'après-midi du jeudi 27, la direction des Fonderies annonçait qu'outre une prime de 250 euros en juillet et l'embauche de vingt intérimaires en CDI, elle

accordait une augmentation de trente euros du salaire de base. Un rendez-vous est également fixé à la mi-juin avec les syndicats pour aborder la question de la réduction du temps de travail. C'est sur cette base que nous avons décidé de reprendre le travail.

Ce que nous avons obtenu est encore loin du compte. Mais après cinq années de blocage des salaires, une semaine comme celle-ci, ça remonte le moral...

Correspondant LO

• Peugeot-Citroën Aulnay (Seine-Saint-Denis)

Quatre jours de grève au nettoyage

À l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, le nettoyage des locaux est sous-traité à la société ENCI où, comme dans toutes les sociétés de nettoyage, les salaires sont très bas, le travail difficile et insalubre, parfois dangereux, avec des horaires pour le moins usants.

Dans l'équipe de nuit, les 35 heures, c'est cinq nuits à 5 h 30 plus une journée à huit heures, le samedi ou le dimanche. Et ces 35 heures ne sont même pas inscrites dans le contrat de travail.

Depuis plusieurs mois, dans l'équipe de nuit, les ouvriers étaient mécontents et se posaient le problème de faire grève si rien ne changeait. Leurs revendications étaient : le treizième mois, 100 euros d'augmentation de salaire, la reconnaissance des 35

heures sur leur contrat de travail.

Lundi 25 mai, les ouvriers de cette équipe, qui travaillent pour la plupart en Peinture, ont appelé la direction pour qu'elle donne des réponses à leurs revendications. Leur directeur n'ayant pas voulu se déplacer, les 25 ouvriers présents ont voté la grève à main levée et à l'unanimité. En tout, il y a eu 28 grévistes sur les 30 ouvriers que compte l'équipe.

Le lendemain la direction d'ENCI proposait aux grévistes

3 % d'augmentation et une prime de treizième mois pour 2005, sans s'engager par écrit ! C'était déjà un sérieux recul. Mais les grévistes, trouvant cela insuffisant et pas assez clair, décidaient de poursuivre la grève.

Malgré le barrage de la direction et autres tentatives d'intimidation, les grévistes, soutenus par les militants CGT de Citroën, sont partis au Montage, le plus gros atelier de l'usine, où beaucoup d'entre eux n'avaient jamais mis les pieds, en scandant : « Augmentez nos salaires ! »

Leur grève rencontra la sympathie des ouvriers des chaînes. À la prise de parole des syndicats,

beaucoup sont restés à écouter les militants et ont tenu à montrer leur solidarité.

Le mercredi 27 mai, les travailleurs en grève retournèrent au Montage, au grand dam de la direction qui, avec dix gardiens, tenta de faire sortir les grévistes de l'usine. Encore une fois ceux-ci résistèrent à la pression, disant au directeur qu'ils ne se laisseraient pas intimider et qu'on ne les empêcherait pas de continuer la grève. Ils en profitèrent pour dire tout ce qu'ils avaient sur le cœur et dénoncer leurs conditions de travail.

Le lendemain la direction, qui craignait plus que tout la contagion, interdit l'accès de l'usine aux grévistes en bloquant leurs badges magnétiques. Du coup, ceux-ci restèrent toute la nuit sur le parking et dans un abri salle d'attente. La grève se voyait donc encore plus, d'autant que les grévistes distribuèrent un tract dénonçant le lock-out et reflétant leur volonté

encore plus grande de continuer.

La direction d'ENCI a donc dû finir par céder sur presque toutes leurs revendications : un treizième mois en 2005, 350 euros en plus sur la prime de fin d'année, 3 % d'augmentation de salaire, la modification de leur contrat comme ils le réclamaient, le paiement des jours de grève et une nuit en plus à la maison, payée par le patron, qui avait sans doute peur que les grévistes fassent le tour de l'usine pour annoncer leur victoire !

Depuis bien longtemps il n'y avait pas eu à l'usine une telle grève, faisant reculer aussi nettement la direction. En se montrant, en restant unis du début à la fin, en décidant entre eux de la façon de mener la grève, les travailleurs d'ENCI ont montré qu'il était possible de faire céder leur direction et, derrière elle, PSA.

Correspondant LO

• Aventis-Sanofi Romainville (Seine-Saint-Denis)

Les salariés sont licenciés, mais les PDG restent

À l'approche des congés d'été, environ 170 salariés d'Aventis, à Romainville, vont recevoir des notifications de licenciement. Déjà cinquante d'entre eux, de moins de 50 ans, l'ont reçue. Ils doivent maintenant choisir entre un congé de reconversion ou le PARE, entre la peste et le choléra, pour terminer... aux Assedic ?

Au Centre de recherche de Romainville, 170 salariés ne seront pas reclassés. Au total, en cinq ans, 11 000 emplois ont ainsi disparu dans le groupe, dans l'ensemble du monde ! Dans le même temps, le nouveau conseil d'administration, issu de la fusion récente entre Sanofi et Aventis, se met en place. Les PDG des deux anciens groupes, Landau et Dehecq, opposés dans la spéculation boursière qui a accompagné cette fusion, vont finalement siéger ensemble.

Ils y retrouveront le gratin

de la finance et de l'industrie, à commencer par Fourtou, lui-même ex-PDG de Rhône-Poulenc (une des deux entreprises fondues au sein d'Aventis, lors d'une précédente fusion) et Dormann, ex-PDG du groupe Hoechst (l'autre composante d'Aventis), vice-président du nouveau groupe. À ceux-là s'ajoutent l'actuel PDG de L'Oréal, Owen-Jones, qui défend les intérêts de l'actionnaire principal, Liliane Bettencourt, première fortune de France, et Desmarests, président de Total, premier pollueur d'Europe, des plages de Bretagne à l'usine AZF de Toulouse, et quelques autres...

Tout ce joli monde de brigands de la finance va diriger ce groupe pharmaceutique, sous le regard attendri du gouvernement Chirac-Raffarin, qui a donné sa bénédiction à la fusion !

Et, bien que le PDG de Sanofi ait prétendu le contraire au moment de son bras de fer avec celui d'Aventis, il est d'ores

et déjà annoncé de nouvelles suppressions d'emplois. En effet il est question de réduire de 10 % l'effectif actuel, ce qui représenterait, à nouveau, la perte de 12 000 postes dans le monde. Conjointement, le nouveau groupe va arrêter des fabrications jugées les moins rentables, de même que les sujets de recherche et développement les moins profitables.

Cette décision, comme d'autres arrêts de fabrication dans le passé, condamnera de nombreux patients dans le monde qui ont le tort, aux yeux des industriels de la pharmacie, de ne pas être solvables. À plus forte raison, soigner les patients atteints de maladies orphelines (celles qui touchent peu de malades), porter un coup d'arrêt au sida en Afrique, qui fait 8 000 morts par jour, ou tout simplement remédier à l'absence des médicaments les plus élémentaires dans les pays les plus pauvres, n'est pas inscrit à leur ordre du jour.

Correspondant LO

• Delifrance Béthune (Pas-de-Calais)

Un pain dans la figure de la direction

Delifrance, filiale des Moulins de Paris, près de Béthune (Pas-de-Calais), emploie 175 salariés dont la moitié sont des femmes, surtout sur les chaînes, et fabrique des viennoiseries, croissants, pains au chocolat... en surgelés. Ici comme ailleurs, nous sommes nombreux à en avoir assez d'être roulés dans la farine du profit.

La direction ne cesse de moderniser, d'installer des machines plus automatisées, pour supprimer des postes de travail et augmenter la productivité. Depuis 2000, 40 intérimaires sur 70 ont été renvoyés. Quant à la production, elle a augmenté sur certains produits de 41 % et même de 73 % : certaines d'entre nous sont passées par exemple de 13 864 produits par jour à 24 928.

Et ce n'est pas parce que nos machines sont plus sophistiquées que les conditions de travail sont moins dures, surtout au Façonnage et à l'Emballage, là où les salaires sont très bas. Au Façonnage, nous tordons toujours les bouts des croissants à la main (1 422 croissants à l'heure) et ces gestes répétitifs nous usent. Il y a plus d'arrêts maladie et les accidents avec arrêt de plus de deux semaines ont aussi augmenté.

Bref, travailler dans cette boîte, ce n'est pas du gâteau, et début mai, nous avons été nombreuses à signer une pétition pour dénoncer les cadences toujours plus élevées et réclamer 150

euros d'augmentation. Et lorsque le mardi 11 mai, lors des négociations salariales, la direction nous a répondu avec mépris que ce n'était pas de son ressort, qu'il fallait voir avec la direction de Paris, nous avons débrayé immédiatement pendant deux heures avec environ la moitié de ceux d'entre nous qui sont sur chaîne, surtout les femmes du façonnage et de l'emballage, et nous avons convaincu les autres équipes de faire de même. Les débrayages ont duré jusqu'au vendredi dans toutes les équipes.

Le vendredi 14 mai, la direction a cédé une augmentation de salaire de 39 euros brut pour les bas salaires, le paiement des heures de débrayage et une prime de 50 euros pour l'ensemble du personnel.

Comme il n'y avait eu aucun coup de colère dans l'usine depuis 1993 (suite à un plan social), la direction a été surprise et a cédé. Mais elle peut donner bien plus !

Correspondant LO



Les PDG d'Aventis et de Sanofi, lors de l'absorption du premier groupe par le second, en avril dernier.

• Alstom

Un plan de sauvetage pour les actionnaires et les banquiers, mais pas pour les salariés !

Vendredi 28 mai, Sarkozy s'est rendu sur deux sites d'Alstom, à Aytré près de La Rochelle (Charente-Maritime) et à Belfort, pour y prendre, pour la seconde fois, la pose du « sauveur » d'Alstom. Il était accompagné du PDG, Patrick Kron, venu justifier ses choix.

Cette politique entraîne la disparition de 8 500 emplois dans l'ensemble du groupe. Ainsi, à l'Alstom de Savignano, près de Turin en Italie, trois cents emplois seraient supprimés, suite à un transfert de la fabrication de boggies qui avait lieu dans cette ancienne usine du groupe Fiat.

À Aytré, Sarkozy venait en confiance. Dans ce site où l'on fabrique du matériel ferroviaire, il n'y a pas de plan social. En revanche, à Belfort, 600 suppressions d'emplois sont annoncées. Sarkozy y est arrivé en fin d'après-midi dans « un site relativement désert à cette heure et en

cette veille de week-end de la Pentecôte », comme le souligne la presse.

En faisant le tour des ateliers, Sarkozy avait donc peu de chances de tomber nez à nez avec des travailleurs ayant envie de manifester leur mécontentement, au moment où le prétendu « plan de sauvetage » d'Alstom entraîne 1 500 suppressions d'emplois supplémentaires. D'autant moins qu'avec le plan de licenci-

ments actuellement en cours, beaucoup d'ouvriers de Belfort ne travaillent plus que deux jours par semaine. Sarkozy a ainsi arpenté des ateliers immenses, jusqu'à 285 mètres, remplis de matériel thermique et ferroviaire, dont certains ne tournent qu'à 20 % de leur capacité.

« Je peux travailler pour l'avenir, mais pas réparer les erreurs passées », a prudemment déclaré le ministre, qui se voulait rassu-

rant pour les travailleurs d'un site où, sur les 600 suppressions d'emplois annoncées, 200 sont des licenciements.

Mais seuls les actionnaires du groupe, et les banquiers, qui viennent de donner leur accord pour appuyer financièrement l'actuelle direction du groupe, ont reçu des assurances sérieuses.

L'arrivée de sept nouvelles banques doit en effet inciter les actionnaires à conserver leurs titres. Si les banquiers ont donné leur aval à l'opération, c'est qu'ils ont reçu des garanties de l'État que leur argent ne sera pas perdu. L'État rentre d'ailleurs dans le capital du groupe à hauteur de 18,5 %. Mais les travailleurs, eux,

doivent se contenter de « paroles de ministre » : autant dire, du vent !

En guise de confirmation, dès lundi 31 mai, la cotation du titre Alstom à la Bourse a grimpé de près de 10 %, confirmant ainsi qu'avec Sarkozy, les actionnaires et les banquiers ont des garanties, mais sûrement pas les travailleurs ! Surtout, pour la suite prévue dans le fameux plan, il est question qu'Alstom parte en quête de nouveaux partenaires industriels. Cela signifie des rapprochements, synonymes de nouvelles restructurations et de nouvelles disparitions d'emplois.

J. F.



• EADS (ex-Aérospatiale) Les Mureaux (Yvelines)

130 lettres de licenciement

À l'usine EADS des Mureaux (1 800 salariés), 130 lettres de licenciement sont tombées le 14 mai dernier. Cela, à la suite de 219 suppressions de postes notifiées au mois de janvier.

Il y a treize licenciements secs. Un seul des licenciés a moins de 30 ans, deux ont entre 40 et 50 ans et dix ont de 50 à 54 ans. Parmi ces derniers, deux sont handicapés et deux en longue maladie. La plupart sont des ouvriers et tous ont de petits salaires.

Tous les autres licenciés ont plus de 55 ans. EADS leur versera ce qu'il ose appeler une « rente » jusqu'à la retraite, qui varie de 40 à 65 % du salaire, le taux dépendant du nombre d'années qui reste à cotiser jusqu'au droit à la retraite entière.

Ce plan tombe alors que les charges de travail pèsent de plus en plus sur les travailleurs. Et, comble d'hypocrisie et de cynisme, la semaine précédant l'annonce des licenciements, EADS se targuait d'un bénéfice pour le premier trimestre 2004 en hausse de 75 % par rapport à la même période de 2003 !

Les salariés des Mureaux sont évidemment choqués et écœurés, d'autant que tous sont persuadés que cela ne va

pas s'arrêter là.

Du côté des dirigeants syndicaux, tous ont approuvé, avec plus ou moins de réserve, le plan de licenciements. En dehors d'un débrayage d'une heure au mois de décembre, appelé par les militants locaux de la CGT et de la CFDT, aucune riposte n'a été organisée.

La direction de FO, qui réclamait « zéro licenciement », incitait dans le même temps à ne pas « rompre le dialogue avec la direction » et fustigeait ceux qui oseraient protester.

La CFTC, elle, a osé écrire : « certains salariés attendent leur licenciement pour trouver le travail de leur rêve et mieux rebondir »... Quant à la CGC, ce n'était pas mieux : elle s'en est prise aux futurs licenciés qui « refusaient des entretiens d'embauche ». Le fait que ces entretiens aient lieu à Marignane, à Toulouse ou autres destinations, ne la gênait pas.

Dans cette situation, et pour que les méfaits de la direction et la complicité de certains dirigeants syndicaux ne soient pas passés sous silence, les salariés ont créé un collectif, soutenu par la CGT locale et des militants CFDT. Ses objectifs étaient de créer un lieu de protestation, de rencontre et de discussion pour les futurs licenciés et de faire connaître leur situa-

tion à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine.

Le « collectif des nominés d'EADS » comme il s'est appelé, a tenu une permanence trois fois par semaine depuis le mois de janvier dans une salle de la mairie des Mureaux, le Comité d'entreprise ayant refusé de prêter une de ses salles.

Quelque soixante-dix « nominés » et « non-nominés » sont venus à ces permanences chercher des renseignements, proposer leur aide ou juste discuter et ne pas se sentir isolés.

Chaque semaine, le collectif a distribué un tract à la porte et reçu des témoignages chaleureux de solidarité. Plusieurs articles sont aussi parus dans la presse locale.

Sans doute le « collectif des nominés d'EADS » n'a pu éviter des licenciements ni entraîner les travailleurs dans une protestation plus ample, ce qui faisait partie de ses espoirs. Mais il a décidé de continuer les permanences, de s'exprimer par tracts et communiqués de presse, tout en aidant de son mieux dans les procès en Prud'hommes qui vont suivre.

Tant pis si tout cela contrarie la direction, qui comptait bien faire ses sales coups en douce !

Correspondant LO

• Arc International Arques (Pas-de-Calais)

Profits pour le patron, pertes pour les salariés

Le patron et propriétaire de la verrerie Arc International (plus de 10 000 travailleurs), Philippe Durand, a annoncé que, pour la première fois depuis 1961, l'entreprise n'avait pas fait de bénéfices en 2003, mais une perte de 36 millions d'euros... Cependant, les 42 années de profits réalisés sur l'exploitation de milliers de salariés ont permis à la famille Durand de figurer au palmarès des grandes fortunes.

Cela n'empêche pas le patron de déclarer, non sans emphase, qu'il faut « s'adapter ou mourir ». Il a été plus avare d'autres chiffres, pourtant intéressants : combien les achats de quatre entreprises de négoce en Grande-Bretagne, en Espagne, aux États-Unis, effectués cette même année, ont-ils coûté ? À combien se sont montées les mises en place d'usines en Iran, en Chine ? À ce propos, il n'y a pas la transparence du cristal mais l'opaque secret des affaires. Et c'est tout aussi vrai pour le montant du projet d'achat en France du groupe de distribution Fliba (plus de 600 salariés) déjà très avancé.

Bref, entre les pertes annoncées et les acquisitions réalisées, il ne fait pas de doute qu'Arc International s'est encore beaucoup enrichi l'an passé. L'annonce des pertes a pour fonction de faire peur aux travailleurs, pour qu'ils acceptent de voir leur niveau de vie et leurs conditions de travail empirer. En

2003, la masse salariale n'a augmenté que de 1 %. Et les patrons trouvent que c'est encore trop. Les salaires sont bloqués depuis la signature de l'accord RTT en 2000. La prime de productivité, qui était jusqu'alors de 10 % du salaire, a été quasi nulle en 2003. Pour les trois premiers mois de 2004, cette prime n'a été que de 1,43 % du salaire.

Durand a eu le culot de dire que « le Français perd le goût du travail », tout en répétant que son objectif est de « maintenir les emplois » dans la région de Saint-Omer. Le patron veut mettre aussi en place le projet Arcodev, qui vise à faire intervenir dans les usines d'Arc d'autres entreprises, qui pourraient utiliser les installations et employer les travailleurs. Ce serait l'externalisation des salariés concernés et une façon de supprimer des postes de travail.

Pour les patrons, la situation est prospère, quoi qu'ils en disent.

Correspondant LO

Riposter aux attaques !

Le gouvernement annonce la couleur de son plan destiné à combler le prétendu « trou » de la Sécurité sociale : prendre dans la poche des retraités, des salariés et des malades.

Si les mesures annoncées récemment par Douste-Blazy devaient être mises en place, les poches des vieux travailleurs seraient délestées de 560 millions d'euros par an, par le biais de l'augmentation de 0,4 point de la CSG pour les retraités imposables, et celles des actifs seraient vidées d'un milliard d'euros par une CSG désormais calculée sur 97 % du salaire. Chaque année, cette ponction serait encore augmentée de plusieurs milliards d'euros par la prolongation de la CRDS, la contribution au remboursement de la dette sociale, ce prélèvement de 0,5 % sur les revenus qui provient pour les trois quarts d'une « contribution » des salariés. Quant à la « contribution » des patrons, la contribution sociale de solidarité des sociétés, la C3S, le gouvernement ne prévoit de l'augmenter que de... 0,03 point, ce qui ne rapporterait, s'ils la payent un jour, que 760 millions d'euros. Une obole, comparé aux 20 milliards d'euros qu'ils doivent à la Sécurité sociale.

Dans le plan du ministre de la Santé, il y avait déjà l'annonce d'un forfait non remboursable d'un euro par consultation. Une mesure « symbolique », selon Douste-Blazy, et qui serait destinée à nous « responsabiliser », si on en croit Raffarin, mais qui témoigne surtout de la profondeur de leur mépris envers les plus pauvres.

Quelques jours plus tard, il y a eu l'annonce de l'augmentation du forfait hospitalier de 13 à 14 euros. Et puis celle de la mise en place, d'ici 2007, du « dossier médical partagé », un

de nous « responsabiliser ».

Maintenant, Douste-Blazy part en guerre contre ce qu'il appelle « les arrêts maladie abusifs et injustifiés ». Mardi 1^{er} juin, il présentait son plan de bataille : « Si on s'aperçoit qu'un assuré est en arrêt maladie mais qu'il n'est pas malade, il passera devant une commission composée de médecins libéraux et de médecins conseils et, s'il est solvable, il devra rembourser les indemnités que l'assurance aura indûment versées ».

Cela fait maintenant longtemps que les différents gouver-

contre le système de santé public. Ils ouvrent la voie à la généralisation des assurances médicales privées, comme ils l'ont fait pour les plans d'épargne retraite privés. Mesure après mesure, réforme après réforme, ils préparent un avenir où seuls ceux qui en auront les moyens financiers pourront se soigner correctement, en profitant des progrès réalisés par les sciences médicales, et dont les autres seront privés.

Si « trou » de la Sécurité sociale il y a, il résulte du hold-up organisé par le patronat au

détriment de celle-ci, avec la complicité de l'État. Que les patrons paient leur ardoise à la « Sécu », et le supposé « trou » sera plus que largement comblé.

Il est vital d'empêcher l'exécution du plan de réforme de la Sécurité sociale. Lutte Ouvrière appelle ses militants et sympathisants à participer largement aux manifestations organisées le 5 juin, à l'appel des différentes organisations syndicales, contre le projet gouvernemental ; manifestations dont il faut souhaiter qu'elles ne soient qu'un début.

Sophie GARGAN

**À Paris
la manifestation partira
à 14 h 30, samedi 5 juin,
de la place de la République**

dossier informatique obligatoire collationnant toutes les consultations médicales, toutes les hospitalisations, tous les médicaments et examens prescrits, et faute duquel il n'y aurait pas de remboursement des soins. Parce que, selon le gouvernement, notre boulimie de médicaments et notre penchant à consulter trop de médecins seraient à l'origine du déficit et il serait donc urgent, là encore,

nements, de gauche comme de droite, veulent culpabiliser les assurés et les rendre responsables d'un prétendu « trou » dans le budget de l'assurance-maladie. Des médicaments ont été déremboursés, d'autres sont de moins en moins remboursés, le forfait hospitalier ne cesse d'augmenter. Comme ils l'ont fait pour les retraites, les responsables de l'État mènent, pas à pas, une attaque en règle



Chômage en hausse, profits en hausse : c'est la logique capitaliste

Raffarin chante, sur l'air de *Tout va très bien Madame la marquise*, l'arrivée d'une embellie économique : « La croissance est là, la reprise est là, l'emploi repart ». Mais la reprise version Raffarin, cela veut dire... progression du chômage. En avril, il y a eu 8 200 demandeurs d'emploi en plus (0,3 %) et le taux de chômage est de 9,8 %, ce qui signifie que 2 430 700 personnes sont sans emploi, d'après les chiffres du ministère. Mais si on prend en compte les personnes ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois précédent leur inscription à l'ANPE, le chiffre passe à 2 865 500 demandeurs d'emploi (+ 0,4 %). Chacun sait, que derrière ces chiffres officiels arrangés à la sauce des « variations saisonnières », ce sont bien plus de 2,5 ou 2,8 millions de travailleurs qui sont frappés par le chômage et ses conséquences dramatiques.

Cette aggravation du chômage touche particulièrement les jeunes de moins de 25 ans : en un mois leur nombre a augmenté de 0,5 %, et sur un an de 5,3 %. Le nombre des chômeurs de longue durée (plus d'un an) augmente presque au même rythme : de 0,7 % en un mois et de 1,7 % sur l'année. Et les femmes sont aussi particulièrement touchées par l'augmentation du chômage.

Ces chiffres vont augmenter, suite à la réintégration des « recalculés ». Ceux-ci avaient été près de 358 000 à être exclus du système d'indemnisation en janvier 2004, ce qui avait permis au gouvernement d'annoncer mensongèrement une baisse du nombre de chômeurs. Certains tribunaux (Marseille, Paris et Créteil) leur ont rendu justice et ils devraient être réintégrés dans les mois qui viennent.

Mais là encore, derrière les déclarations officielles

rassurantes du ministre Borloo, il y a la réalité. En pratique, l'Unedic ne donne que peu, voire pas d'informations aux « recalculés », ce qui n'est pas nouveau : déjà, quand ils avaient été exclus des caisses de l'Unedic, ils n'en avaient été informés qu'au dernier moment. Leur lutte doit donc continuer, pour obtenir leur réintégration sans subir aucun préjudice financier.

Le chômage est un fléau que l'on n'arrêtera pas sans s'en prendre aux patrons qui, pour la recherche du profit maximal, n'hésitent pas à jeter à la rue des milliers de travailleurs et à les condamner à la misère. Interdire les licenciements collectifs et prendre sur les profits des grands groupes industriels et financiers pour maintenir les salaires sont des mesures urgentes et vitales, que les travailleurs devront imposer par leur lutte.

• Nos lecteurs écrivent

Les « recalculés » en attente de leurs droits

« Je milite dans le Collectif Chom' du 45, qui a vu le jour à Orléans en novembre dernier, après avoir reçu la notification des Assedic nous signifiant la radiation au 31 décembre 2003, nous faisant perdre en moyenne sept mois d'indemnisation. Aux dernières nouvelles, après les jugements de Marseille et de Paris et la déclaration de Jean-Louis Borloo, le ministre de l'Emploi et de la Cohésion sociale, confirmée par le Conseil d'État, nous serions réintégrés dans nos droits au plus tard le 30 juin, sans avoir à passer par le tribunal.

Deux cas de figure se sont présentés aux « recalculés ». Soit ils ont cotisé suffisamment pour prétendre à l'ASS. Mais attention, pas forcément à 412 euros mensuels, car maintenant l'ASS dépend des revenus du conjoint. Par exemple, une personne dont le conjoint travaille et touche un salaire de 1 100 euros net ne touche que 230 euros d'ASS. Le deuxième cas de figure concerne ceux qui, n'ayant pas suffisamment cotisé, n'ont d'autre recours que le RMI, avec un délai de carence de trois mois, pendant

lequel ils n'ont rien touché.

Le problème actuellement est que ni le gouvernement ni les médias ne jugent utile d'informer les « recalculés » de ce qui les attend. Dès la réintégration, on peut penser que les chômeurs qui perçoivent l'ASS toucheront leurs indemnités de chômage diminuées de l'ASS touchée pendant six mois, plutôt que de devoir rembourser ensuite les six mois d'ASS. Ces personnes ont vu leur APL augmenter, du fait de la baisse de leur revenu, et la CAF se rappellera à leur bon souvenir pour leur réclamer le trop-perçu dès que l'Assedic aura régularisé leur situation.

Quant aux RMIstes, qui dépendent eux de la CAF, ils recevront intégralement leurs indemnités et devront rembourser les mois de RMI et aussi peut-être d'APL. Ce qui peut mettre ces personnes en très grande difficulté.

Le gouvernement a pris une claque et a dû réintégrer les « recalculés », mais la lutte n'est pas finie. »

Un membre
du Collectif Chom' du Loiret